

## LES ENFANTS DOMESTIQUES

### LES POINTS ESSENTIELS

### FORUM DE DISCUSSION

➤ *Commencer par le commencement*

### PASSERELLES

*Coordonnées et programmes de quelques organisations intergouvernementales et non gouvernementales pertinentes*

### SOURCES D'INFORMATION

➤ *Bibliographie sélective*  
➤ *Documents de portée générale*

### BLOC-NOTES

➤ *Déclaration des droits de l'enfant (1959), principe 9*  
➤ *Convention de l'OIT n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973), articles 1, 2 et 7.1*  
➤ *Convention relative aux droits de l'enfant (1989), article 32*  
➤ *Pour passer commande*  
➤ *Numéros précédents*

INTRODUCTION	2
QUE SAIT-ON DES ENFANTS DOMESTIQUES ?	3
Milieu économique et social	4
Âge	4
Sexe	5
Les conditions d'emploi	5
Les conditions de travail	6
LES EFFETS DU TRAVAIL DOMESTIQUE SUR LES ENFANTS	6
Respect de l'identité, de la personnalité et de la liberté	7
Le contact avec les parents	7
Le bien-être physique	7
Le développement éducatif	8
Le développement psychosocial et affectif	8
Les mauvais traitements et l'exploitation, y compris l'exploitation sexuelle	8
L'ACTION SUR LE TERRAIN – LES PROJETS EXISTANTS	9
Les foyers d'accueil	9
L'intervention dans les situations de crise	10
Les programmes éducatifs	10
Vie sociale, loisirs et orientation	10
L'ACTION SUR LE TERRAIN – RECHERCHE ET SENSIBILISATION	11
La sensibilisation	11
La collecte d'informations	12
Transformer les attitudes : la sensibilisation à l'échelle nationale et au plan international	12
UNE RÉGLEMENTATION EST-ELLE POSSIBLE ?	14
La législation nationale	14
Les normes internationales	15

*Le Centre international pour le développement de l'enfant UNICEF ICDC a créé l'Innocenti Digest afin de fournir des renseignements sérieux et d'accès facile sur les droits critiques des enfants. Il est destiné à devenir un outil de travail pour les chefs de file chargés de décisions, les gestionnaires de programmes et les autres personnes travaillant dans les domaines en rapport avec l'enfance*

# INTRODUCTION

Les enfants employés en tant que domestiques constituent sans doute le groupe le plus important de toutes les catégories d'enfants au travail dans le monde. Pourtant, ce n'est que tout récemment que les milieux qui luttent contre le travail des enfants ont commencé à consacrer à ce phénomène toute l'attention qu'il mérite. Dans les pays industrialisés ainsi que dans certains pays émergents, le nombre d'enfants employés de maison a connu une baisse régulière, à mesure que davantage d'enfants commençaient à fréquenter l'école et à s'orienter vers un mode de vie "moderne" et un emploi qualifié. Dans d'autres régions du monde, en revanche, les forces de l'offre et de la demande qui précipitent femmes et enfants dans des emplois de domestiques semblent pousser dans un sens contraire. C'est particulièrement vrai dans les sociétés où les possibilités d'emploi sont limitées, la main-d'œuvre bon marché, la pauvreté répandue, le sens de la hiérarchie sociale marqué, et où la gestion du ménage repose toujours essentiellement sur la main-d'œuvre humaine plutôt que sur les appareils électroménagers modernes.

Dans tout ménage, les tâches domestiques à effectuer sont nombreuses et diverses : nettoyage, lessive, préparation des repas, cuisine, achats, et garde des jeunes enfants. Dans des sociétés non industrielles, le fardeau des tâches ménagères nécessaires à la vie de tous les jours peut être extrêmement lourd, et il inclut souvent la production et le traitement de la nourriture, ainsi que de longues marches pour se procurer de l'eau et du combustible. Les femmes ont presque toujours assumé le rôle de responsables du ménage, en s'appuyant souvent sur leurs enfants et en comptant sur l'assistance d'autres membres de la famille élargie.

Avec l'évolution de certaines de ces sociétés au fil du temps, ces tâches se précisent et acquièrent le profil d'un "emploi", avec des types de travailleurs (hommes et femmes) occupant des rôles différents et s'acquittant de diverses tâches contre paiement, en espèces et en nature. Aujourd'hui, dans la plupart des sociétés industrialisées, les tendances sociales et économiques, y compris le coût croissant de la main-d'œuvre et la diffusion générale d'appareils ménagers, ont très fortement réduit le nombre des personnes qui gagnent leur vie de cette manière. Toutefois, ces tendances sont diversement avancées selon les sociétés, et dans bien des régions en développement, elles n'ont pas encore exercé leur impact sur la gestion des ménages.

## Définitions

Aux fins de la présente publication, on entend par "enfant employé de maison" ou "enfant domestique" tout enfant de moins de 18 ans qui travaille dans un foyer qui n'est pas le sien, en accomplissant des corvées ménagères, en gardant des enfants et en faisant des courses, entre autres. Ce *Digest* est plus particulièrement consacré à la situation des enfants domestiques nourris et logés par leur employeur, c'est-à-dire des enfants qui travaillent à plein temps en échange d'un logement, de nourriture et de soins, avec parfois une rémunération. Bien que les enfants qui effectuent des tâches similaires au sein de leur propre famille connaissent un grand nombre de problèmes comparables (de même, soit dit en passant, que d'autres types de travailleurs logés et nourris, tels que les aides dans les magasins ou le personnel de l'hôtellerie), leur situation sort du cadre du présent *Digest*.

Le travail domestique est par conséquent l'un des plus anciens métiers du monde, et les enfants ont toujours occupé une place importante dans ce secteur. La jeune servante, la bonne que se partageaient deux servantes plus âgées, ou encore Cendrillon, l'orpheline qui devait gagner son gîte et son couvert au service d'autrui, sont des personnages familiers de la littérature des siècles derniers. Lorsqu'une famille était très pauvre ou quand un enfant était orphelin, il a toujours été courant dans toutes les sociétés – et cela reste vrai aujourd'hui dans certaines d'entre elles – d'envoyer un ou plusieurs enfants vivre dans un autre ménage (parfois, mais pas toujours, chez des parents plus ou moins éloignés). Les enfants ainsi placés effectuent un certain nombre de tâches en échange du gîte, des soins, et d'une éducation ou de conseils utiles. Dans certains cas, ces enfants sont perçus comme des membres de la famille, comme s'ils avaient été "adoptés". Il arrive aussi que l'on recoure à des formes légales d'adoption ou de tutelle pour exploiter le travail de ces enfants. Il est parfois difficile de distinguer avec précision entre l'adoption et l'emploi comme domestique.

Le changement notable survenu au cours de la période récente est que le "travail éducatif" de l'en-

fant, dans son propre foyer ou chez un parent ou un ami de la famille, cède désormais la place à des arrangements de type plus commercial, dans lesquels par conséquent l'exploitation risque d'être accrue. Les retombées en sont des horaires de travail très lourds, une rémunération dérisoire, l'absence de perspectives de développement normal de l'enfance, le manque d'amour et d'affection et d'autres privations. Le fait d'envoyer un enfant dans un autre foyer ou de l'accueillir n'a plus pour objectif premier de bien comprendre son intérêt, mais devient le résultat d'une transaction dans laquelle le travail de l'enfant est une marchandise.

Avec l'accroissement de la demande de jeunes employés de maison dans de nombreuses sociétés, l'offre s'organise elle aussi, et les agents recruteurs – ainsi que, de temps à autre, les trafiquants qui amènent des jeunes garçons et filles des pays voisins plus pauvres, en leur faisant franchir les frontières – voient leur rôle prendre de l'ampleur. L'un des résultats est qu'il y a aujourd'hui davantage d'enfants et de jeunes qui travaillent dans des ménages n'ayant aucun lien avec le leur, et souvent à des distances considérables de chez eux. Ils sont ainsi placés sous l'autorité d'adultes qui, même s'ils ont l'intention de les élever, ont pour première préoccupation non pas le bien-être de l'enfant, mais la tenue de leur propre ménage, à laquelle l'enfant doit contribuer. Ils ont généralement jeté leur dévolu sur une jeune fille, parce qu'elle est moins chère à engager, plus malléable et parce qu'elle coûte moins en frais d'entretien qu'une personne adulte. Tel est souvent le cas dans les ménages modernes de la classe moyenne, où les deux époux travaillent à l'extérieur, mais ne peuvent plus compter sur la famille élargie – sœurs et cousins plus jeunes – pour aider au ménage. Ils cherchent donc l'option de remplacement la moins chère possible.

L'attention des chercheurs et des défenseurs des droits de l'enfant s'est portée avant tout sur l'exploitation, les violences et la discrimination dont étaient victimes les enfants domestiques, ainsi que sur le très jeune âge auquel certains entraient dans un foyer étranger pour servir autrui, occupation qui allait devenir le centre de leur existence. Tous ces phénomènes sont déplorables et constituent des infractions flagrantes aux dispositions de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989). Ils violent aussi la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, qui interdit spécifiquement :

Toute institution ou pratique en vertu de laquelle un enfant ou un adolescent de moins de dix-huit ans est remis, soit par ses parents ou par l'un d'eux, soit par son tuteur, à un tiers, contre paiement ou non, en vue de l'exploitation de la personne, ou du travail dudit enfant ou adolescent. (Article 1 d.)

Il faut cependant procéder avec prudence dans toute analyse de la situation des enfants employés comme domestiques, en particulier dans des contextes où cette forme d'emploi représente la norme. Bien que le fait d'engager des enfants qui n'ont pas atteint l'âge minimal légal d'accès à l'emploi, quel que soit leur âge, représente en soi une violation des droits de l'enfant, il ne faut pas nécessairement en conclure que tous les enfants domestiques sont victimes de violences, de négligence ou d'exploitation grossières. Pour bien des parents – et dans certains cas pour les enfants eux-mêmes –, le placement dans un ménage stable d'un niveau de vie plus élevé que le foyer parental, sous la supervision de membres de la famille ou de personnes connues faisant office de parents, peut être considéré comme avantageux pour l'enfant. Tout foyer peut être bon ou mauvais pour un enfant, qu'il s'agisse du sien ou d'un foyer étranger.

Les violences subies à la maison peuvent inciter des enfants à quitter le domicile familial et à chercher un emploi comme domestique, ou peuvent leur donner envie de préférer une famille de remplacement qui s'occupera d'eux comme il convient; toutefois, la plupart des enfants travaillant comme domestiques sont placés ou envoyés par leur famille pour des raisons économiques. Ils trouvent parfois des employeurs qui s'occupent bien d'eux, qui s'attachent à eux et qui par la suite s'efforcent de leur garantir un bon départ dans la vie, par exemple en leur trouvant un conjoint convenable.

Le travail en soi n'est pas nécessairement dangereux ni inhumain. De temps immémorial, les tâches ménagères ont été considérées comme une partie naturelle de l'éducation des enfants, tout spécialement des filles. Leur aide est requise pour faire la vaisselle, pour s'occuper des animaux, pour veiller sur les enfants plus jeunes et pour toutes les autres activités quotidiennes qui permettent le bon fonctionnement du ménage. Apprendre à effectuer ces activités correctement est généralement perçu dans les diverses sociétés comme une préparation essentielle à la vie adulte, au mariage et à la tâche de parent. De fait, dans le contexte traditionnel, l'enfant qui accom-

plit des tâches domestiques n'est pas considéré comme "employé", mais simplement comme "donnant un coup de main" dans un foyer de la famille élargie. Toutefois, quand ce travail occupe la journée entière, quand il épuise l'enfant et l'empêche de fréquenter l'école et de jouir d'autres droits, y compris d'autres types de préparation à la vie adulte, le tableau change du tout au tout.

Bien qu'il soit malaisé de placer le travail des enfants domestiques dans une échelle hiérarchique de formes de travail des enfants dangereux et impliquant exploitation, l'Organisation internationale du Travail (OIT) a établi une liste aide-mémoire qui permet de mesurer ces pratiques, selon les cas. Selon l'OIT, ce type de travail peut devenir l'une des pires formes de travail des enfants lorsque l'enfant a été vendu, lorsqu'il est asservi ou quand il travaille sans rémunération, lorsqu'il travaille trop longtemps, isolé ou de nuit, lorsqu'il est exposé à de graves risques pour sa sécurité ou sa santé, lorsqu'il est victime de sévices ou qu'il court des risques de violences physiques ou de harcèlement sexuel, et enfin, lorsqu'il travaille à un âge très tendre (certains enfants domestiques ont à peine cinq ans)<sup>(31)</sup>.

## QUE SAIT-ON DES ENFANTS DOMESTIQUES?

On dispose de peu d'informations sur cette main-d'œuvre enfantine "invisible"; invisible, car chaque enfant est employé séparément et travaille dans l'espace clos d'une maison privée, contrairement aux enfants qui travaillent dans une fabrique ou dans la rue. Les enfants domestiques n'ont pas d'existence en tant que groupe, ils sont difficiles à atteindre et à dénombrer. Leurs emplois, eux aussi, sont invisibles : le travail domestique relève du secteur "non structuré" du marché du travail, il n'est enregistré nulle part et n'apparaît pas clairement dans les statistiques. Qui plus est, puisque le statut d'une jeune fille vivant dans une famille peut être celui d'un membre de la famille, sa présence même peut ne pas apparaître dans un recensement ou dans une étude sur les ménages<sup>(46)</sup>. La fréquence du travail domestique des mineurs est donc particulièrement difficile à estimer, et ce quel que soit le milieu.

Si les enfants domestiques sont "invisibles", c'est aussi parce qu'il s'agit en majorité de filles. Accomplir des tâches domestiques dans un ménage qui n'est pas le leur est perçu comme une simple extension de leurs devoirs, et la notion d'emploi est absente. Dans bien des systèmes de

### L'ampleur du phénomène

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), il y aurait dans le monde en développement quelque 250 millions d'enfants au travail; on ignore la proportion parmi eux des enfants employés de maison, mais on sait qu'elle est élevée. L'OIT estime par ailleurs que le travail domestique représente la catégorie d'emploi la plus importante parmi les filles de moins de 16 ans dans le monde<sup>(29)</sup>.

Plusieurs études locales effectuées au cours des dix dernières années ont tenté de quantifier le phénomène. La ville de Dacca (Bangladesh) compte 300 000 enfants domestiques<sup>(63)</sup>. En Haïti, sur un total d'environ 250 000 enfants travailleurs domestiques ou "restaveks", 20% ont entre 7 et 10 ans<sup>(34)</sup>. La capitale indonésienne, Djakarta, abriterait à elle seule environ 700 000 travailleurs domestiques de moins de 18 ans<sup>(12)</sup>. Au Népal, on estime que les domestiques de moins de 14 ans seraient 62 000<sup>(37)</sup>. À Lima (Pérou), le nombre de travailleurs domestiques de moins de 18 ans approcherait 150 000<sup>(25)</sup>. Aux Philippines, les travailleurs domestiques âgés de 10 à 14 ans seraient 29 000, soit 4% du nombre total d'employés de maison dans le pays (766 000). La tranche d'âge la plus importante serait celle des 15-19 ans, avec 273 000 personnes (36%). Au Sri Lanka, quelque 100 000 enfants seraient employés dans le secteur des travaux domestiques et de la préparation de nourriture<sup>(16)</sup>.

Les études qui dégagent des tendances sont très rares. À Cotonou (Bénin), les chiffres semblent indiquer une augmentation du nombre des enfants domestiques : 100 avaient été identifiés en 1991, et en 1993 ce nombre était passé à 950<sup>(45)</sup>. À l'inverse, dans un quartier résidentiel de classe moyenne de Nairobi (Kenya), 20% des ménages employaient un enfant travailleur domestique en 1981, contre 12% en 1991 (dont 11% étaient âgés de moins de 10 ans)<sup>(70)</sup>.

D'autres études indiquent quelle est la proportion de la main-d'œuvre enfantine employée dans ce secteur. Au Brésil, 22% de l'ensemble des enfants qui travaillent sont employés de maison<sup>(29)</sup>. Au Venezuela, 60% des filles de 10 à 14 ans qui travaillent sont des domestiques<sup>(29)</sup>.



valeurs, le travail accompli par les filles et les femmes demeure considéré comme quantité négligeable sur le plan économique, simplement parce qu'il est accompli par des filles et des femmes.

Il y a d'autres raisons encore qui expliquent pourquoi les connaissances sur les enfants employés de maison sont si lacunaires. Dans les sociétés où le fait d'employer des enfants comme domestiques n'est pas reconnu comme une forme de "travail des enfants", mais comme un phénomène social normal, il est tout naturel que la motivation d'en savoir plus à leur sujet soit limitée. Même parmi les défenseurs des droits de l'enfant, d'ailleurs, il peut parfois y avoir une certaine réticence à s'occuper spécifiquement des enfants domestiques, qui sont perçus comme un groupe d'enfants "pris en charge" plutôt que comme un groupe exploité.

Malgré ces difficultés, un certain nombre de chercheurs et d'organisations non gouvernementales (ONG) ont entrepris des études, sur une échelle réduite la plupart du temps, dans des pays où la pratique d'employer des enfants comme domestiques est répandue. Il s'agit, pour le continent africain, du Kenya, du Maroc, de la Tanzanie, du Togo, du Sénégal et de la Zambie; pour l'Amérique latine, du Guatemala, de Haïti, du Paraguay et du Pérou; et pour l'Asie, du Bangladesh, de l'Inde, de l'Indonésie, du Népal, du Pakistan, des Philippines et du Sri Lanka. En Amérique latine, la Confédération des employés de maison d'Amérique latine et des Caraïbes, un réseau d'organisations de travailleurs domestiques, est aussi en train d'effectuer des recherches sur la situation des travailleurs domestiques (adultes et enfants) dans sept pays de la région<sup>(58)</sup>. L'appui à ce travail de recherche a été fourni par des ONG (notamment Anti-Slavery International et des organisations membres de l'Alliance internationale Save the Children), le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) et l'UNICEF, entre autres.

Certains gouvernements réalisent des études destinées à réunir davantage d'informations sur le travail des enfants. Ainsi, en Afrique du Sud, le service des statistiques du gouvernement s'apprête à entreprendre en 1999, en coordination avec l'OIT et avec le soutien technique de l'UNICEF, une grande étude sur les ménages à l'échelle nationale, afin de déterminer l'importance et la nature du travail des enfants, y compris le travail domestique effectué par les filles et les garçons<sup>(62)</sup>.

Les informations que ces études permettent d'obtenir montrent généralement que le travail des enfants domestiques, malgré les grandes différences sociales, culturelles et économiques que l'on constate dans sa pratique, présente un certain nombre de caractéristiques qui le distinguent des autres formes de travail des enfants.

● Le travail domestique figure parmi les tâches

les moins considérées, les moins réglementées et les moins bien rémunérées de toutes les occupations, qu'il soit effectué par des adultes ou par des enfants.

- La plupart des enfants domestiques vivent sous l'autorité exclusive et permanente de leur employeur (généralement la femme qui dirige le ménage); ils ont peu de liberté ou de loisirs.
- Près de 90% des enfants domestiques sont des filles; leur position d'infériorité au sein du ménage les rend particulièrement vulnérables aux abus sexuels.
- Comme de très jeunes enfants peuvent effectuer des tâches ménagères légères, certains commencent à travailler dès l'âge de cinq ans.
- De nombreux enfants domestiques ne perçoivent pas eux-mêmes de rémunération. Certains ne sont tout simplement pas payés; pour d'autres, la rémunération est souvent donnée aux parents, ou à des personnes désignées comme des "tantes", mais qui sont en réalité des agents de recrutement sans lien de parenté avec l'enfant<sup>(1)</sup>.
- L'enfant domestique logé dans le ménage où il travaille est coupé de sa famille, n'a que peu de possibilités de se faire des amis, et est presque totalement privé d'échanges sociaux avec des enfants de son âge.

## Milieu économique et social

Les données disponibles suggèrent que les enfants employés comme domestiques proviennent le plus souvent de familles rurales pauvres et souvent nombreuses. Il faut cependant tenir compte d'autres facteurs qui accroissent la probabilité pour un enfant de devenir domestique. Les orphelins, par exemple, sont particulièrement exposés.

Dans certains pays d'Asie du Sud, des groupes religieux ou ethniques particuliers, considérés comme de rang inférieur, ont par tradition fourni des travailleurs domestiques aux autres groupes. En Inde et au Népal, par exemple, les enfants de groupes au statut social peu élevé peuvent être "asservis" à un employeur en tant que domestiques<sup>(3)</sup>. Dans les pays qui comprennent des populations minoritaires, les enfants des groupes autochtones sont envoyés comme domestiques dans les ménages de la population majoritaire. Tel est le cas par exemple aux Philippines, où les jeunes filles des groupes autochtones n'ont guère d'autres possibilités de trouver un emploi<sup>(73)</sup>. C'est aussi souvent le cas dans les pays d'Amérique latine, où l'origine ethnique de l'enfant domestique peut renforcer l'attitude de supériorité de l'employeur et le sentiment d'isolement de l'enfant<sup>(55)</sup>.

Il en va de même en Afrique sub-saharienne, où l'on constate couramment que les enfants domestiques en milieu urbain viennent d'une région ou d'un groupe tribal déterminé, qui vit

souvent dans une zone d'émigration, à cause de pressions démographiques, économiques ou écologiques<sup>(55)</sup>. Ici comme ailleurs, les distances entre le foyer d'origine et le lieu de travail ont tendance à augmenter.

L'effondrement des schémas familiaux traditionnels, en raison des mutations des structures sociales, des révoltes ou des guerres, peut accroître la probabilité que les enfants deviennent des domestiques. Au Bénin<sup>(60)</sup> et en Indonésie<sup>(12)</sup>, il apparaît clairement que les structures sociales en rapide évolution, associées à une commercialisation effrénée, ont contribué à alimenter la demande d'enfants domestiques. Au Sri Lanka, l'émigration massive de femmes et d'adolescents partant sous d'autres cieux comme employés de maison (quelque 300 000 à destination du seul Moyen-Orient)<sup>(72)</sup> a suscité une demande d'enfants plus jeunes pour les remplacer. En outre, les conflits ethniques ont provoqué le déplacement ou l'abandon de nombreux enfants, qui deviennent de ce fait des proies faciles pour les "recruteurs" qui les prennent dans les rues, dans les villages, et jusque dans les camps de réfugiés, pour les vendre ensuite à des employeurs<sup>(27)</sup>. Dans le Rwanda de l'après-génocide, où l'on estime qu'entre 200 000 et 400 000 enfants vivaient dans des familles qui n'étaient pas la leur en 1997 (le chiffre supérieur tenant compte de l'accueil par des membres de la famille élargie), on signalait de nombreux cas "d'enfants placés contraints de travailler", y compris dans certains cas comme "bonnes à tout faire". Avant le conflit de 1994, le travail domestique des enfants, phénomène courant dans d'autres pays d'Afrique, n'était pas considéré comme important au Rwanda<sup>(57)</sup>.

## Age

La plupart des enfants employés de maison ont, semble-t-il, entre 12 et 17 ans. On sait cependant que de nombreux enfants, dans plusieurs pays, commencent souvent à travailler comme domestiques bien avant l'adolescence. Ainsi, en Haïti, beaucoup d'enfants âgés de cinq ans à peine peuvent se trouver séparés de leur famille pour travailler comme "restaveks"<sup>(34)</sup>.

Au Bangladesh, des études effectuées à Dacca ont permis de conclure que plus de 20% des enfants travailleurs avaient entre 5 et 10 ans<sup>(44)</sup>. Au Bénin, 72,4% d'un échantillonnage avaient entre 10 et 14 ans, 19,2% moins de 10 ans, et tout juste 8,4% avaient plus de 14 ans<sup>(50)</sup>. Au Ghana, 80% des filles employées comme domestiques avaient entre 10 et 14 ans<sup>(50)</sup>. En Inde, une enquête a établi que 17% des domestiques avaient moins de 15 ans<sup>(70)</sup>. Au Togo, les recherches effectuées ont montré que 16% des enfants domestiques avaient 10 ans ou moins, 50% moins de 14 ans, et 65% moins de 15 ans<sup>(5)</sup>. En Uruguay, 34% des domestiques faisant l'objet d'une étude avaient commencé à tra-

vailler avant l'âge de 14 ans<sup>(70)</sup>. Au Venezuela, plus de 25% des enfants domestiques seraient âgés de moins de 10 ans<sup>(29)</sup>.

## Sexe

La grande majorité des enfants domestiques sont des filles; les estimations globales évoquent une proportion de 90% de filles<sup>(45)</sup>. Les études individuelles par pays tendent à confirmer cette estimation; ainsi par exemple, une étude réalisée en 1997 aux Philippines a établi que sur dix enfants employés de maison, neuf étaient des filles<sup>(16)</sup>. Les recherches effectuées au Togo ont révélé que 95% des enfants domestiques étaient de sexe féminin<sup>(5)</sup>. Ceci dit, les différences régionales sont importantes. Si en Amérique latine les filles constituent la totalité ou presque des enfants domestiques, on trouve des proportions de garçons non négligeables dans certaines régions d'Asie<sup>(70)</sup>. Au Bangladesh, par exemple, les garçons représentaient 17% des enfants domestiques identifiés dans une étude<sup>(64)</sup>. Au Népal, une étude dans la vallée de Katmandou a révélé que plus de la moitié des enfants domestiques étaient des garçons<sup>(37)</sup>.

Cette prédominance des filles reflète l'attitude traditionnelle selon laquelle les tâches ménagères sont "un travail de femme". Au Togo, cependant, il faut aussi y voir une stratégie pour utiliser le revenu de la fille afin de payer la scolarité de ses frères<sup>(5)</sup>. Au Népal, on considère en général que les filles sont préférables aux garçons parce qu'elles sont plus silencieuses et soumises et parce qu'elles fuguent moins souvent<sup>(21)</sup>. Les restrictions sociales imposées aux filles sont aussi un facteur de poids. Au Bangladesh (comme ailleurs), les filles sont "gardées à l'intérieur" pour leur "protection", et, si l'on excepte le travail dans le secteur de l'habillement (qui n'est accessible qu'aux filles plus âgées), elles n'ont que peu de possibilités de travail en dehors du domicile<sup>(64)</sup>. Les garçons, en revanche, bénéficient d'une mobilité bien plus grande. Même le travail qu'ils accomplissent en tant que domestiques a de fortes chances d'être exercé à l'extérieur de la maison : s'occuper du jardin, de la voiture, ou aider au sein de l'entreprise de l'employeur. Du fait de ces différences, tout tend à indiquer que les jeunes garçons domestiques logés chez leur employeur souffrent moins d'isolement que leurs collègues de sexe féminin<sup>(9)</sup>.

## Les conditions d'emploi

Les conditions de travail des enfants employés de maison reflètent les facteurs sociaux, culturels et économiques qui les ont conduits à cette activité et qui les y maintiennent. L'une des caractéristiques universelles du travail des enfants

### La traite en Afrique de l'Ouest et du Centre

La traite d'enfants domestiques, à l'intérieur des frontières comme d'un pays à l'autre, est une activité en plein essor dans le secteur non structuré de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans la plupart des pays de la région, le trafic interne des zones rurales vers les zones urbaines est un phénomène répandu. Le trafic international, quant à lui, se produit essentiellement à partir du Bénin, du Ghana, du Nigéria et du Togo en direction du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée équatoriale, du Gabon et, là encore, du Nigéria, qui comme le Bénin est à la fois un pays d'origine et un pays destinataire<sup>(50)</sup>.

Les enfants, dont l'âge varie de 8 à 14 ans, sont souvent déplacés en groupes à partir de leurs villages<sup>(50)</sup>. Des rapports en provenance du Togo évoquent leurs conditions de voyage extrêmement pénibles, entassés dans des camions ou des bateaux, vers le Gabon et le Nigéria<sup>(80)</sup>. Certains enfants sont expédiés jusqu'au Moyen-Orient et en Europe.

La montée du trafic est alimentée par le nombre toujours croissant d'intermédiaires. Les réseaux clandestins internationaux sont dirigés par des agents professionnels, mais la recherche et le placement des enfants à l'intérieur des pays sont généralement effectués, de manière improvisée, par des adultes illettrés. On trouve parmi eux un grand nombre d'anciens enfants domestiques, qui ont ainsi trouvé un moyen de tirer profit à leur tour du mécanisme par lequel on avait naguère profité d'eux<sup>(50)</sup>.

comme domestiques est leur dépendance de l'employeur. L'attitude de l'employeur détermine dans une très large mesure le degré de vulnérabilité de l'enfant à l'exploitation et aux mauvais traitements. La proximité d'adultes pouvant protéger l'enfant – parents ou substituts – est aussi un facteur important; par conséquent, la distance qui sépare l'enfant de son foyer et son emploi dans un pays étranger sont des éléments de poids<sup>(9)</sup>.

En Indonésie, les enfants employés de maison dans les petites et grandes villes avaient généralement beaucoup plus de contacts avec leur famille que ceux qui vivaient plus loin de leur foyer, dans la capitale, Jakarta, ce qui réduisait leur vulnérabilité<sup>(12)</sup>. Lorsqu'un enfant doit parcourir de longues

distances aux mains des recruteurs, il dépend du trafiquant pour son bien-être présent et pour sa situation future.

Il arrive que les enfants soient recrutés directement par des frères et sœurs, ou des amis qui travaillent déjà comme domestiques, ou par des membres de leur famille élargie, ou encore par les relations d'un employeur dans d'autres régions du pays. Toutefois, même les liens familiaux ne garantissent pas le bien-être des enfants recrutés de cette manière. Au Bénin, où les enfants employés de maison (que l'on appelle *vidomegon*) travaillent souvent pour de lointains parents, une étude réalisée en 1998 a montré que ces liens familiaux ne garantissaient pas nécessairement une meilleure protection aux enfants<sup>(60)</sup>.

La question de savoir si les enfants sont payés, et comment, est encore un autre facteur. Au Rwanda, une étude réalisée en 1997 par le ministère du travail a révélé que les enfants domestiques, en majorité des filles âgées de 10 à 14 ans, recevaient l'équivalent de 4 dollars par mois. Elles travaillent sept jours par semaine, de 5h à 21h, et ont droit – un droit dont elles ne font généralement pas usage – à une visite par an dans leur famille à laquelle est habituellement envoyée leur rémunération qui est souvent utilisée pour payer les frais de scolarité de leurs frères et sœurs<sup>(88)</sup>. Au Bangladesh, une étude sur les enfants employés de maison réalisée en 1988 a établi que 16% seulement d'entre eux touchaient directement leur salaire; 45% n'avaient jamais vu leur rémunération, qui était remise à leurs parents ou tuteur; 25% environ ne recevaient aucun salaire. Les employeurs justifiaient le non-paiement par les avantages qu'ils estimaient accorder aux enfants et à leur famille, y compris, dans certains cas, une promesse de contribuer aux frais de mariage de la jeune fille. Les revenus moyens des enfants domestiques à Dacca étaient de 150 taka par mois (soit à peu près 3 dollars des États-Unis), soit environ un sixième de la rémunération d'un domestique adulte. Il est intéressant de relever que ce sont les familles de la classe moyenne supérieure qui payaient le salaire le plus bas aux enfants domestiques<sup>(64)</sup>. Au Kenya, 78% des enfants domestiques, selon une étude, étaient aussi payés "en nature"<sup>(49)</sup>. En Haïti, une loi a même été adoptée, reconnaissant des situations dans lesquelles un enfant, en échange de sa participation (bénévole) aux tâches ménagères d'une famille, est logé, nourri, et bénéficie d'une éducation et de soins<sup>(77)</sup>.

Lorsque les employeurs retiennent le salaire, les liens de l'enfant avec le ménage s'en trouvent encore renforcés. Au Népal, il n'est pas rare que les employeurs "s'occupent" eux-mêmes du salaire de l'enfant, en promettant de convertir les sommes dues en or ou en bijoux sous forme de dot. L'enfant risque de ne jamais voir la couleur de son argent<sup>(42)</sup>. Les enfants domestiques s'aper-

coivent aussi parfois que leur salaire est utilisé pour couvrir les frais de recrutement ou de voyage; c'est notamment le cas en Indonésie<sup>(12)</sup>. Au Paraguay, où la discrimination contre les populations autochtones est marquée, en dépit de lois-cadres, on signale que les femmes autochtones qui exercent une activité domestique sont payées "soit en nature, soit moitié moins que les autres femmes"<sup>(15)</sup>.

Dans les cas les plus graves, les enfants peuvent se trouver asservis à un employeur pour rembourser des dettes contractées par leurs parents. Cette pratique est bien connue en Inde, où une étude a établi que les enfants des villages sont envoyés par leurs parents dans des villes moyennes et grandes pour y travailler comme employés de maison, leur salaire étant versé directement aux parents. Ces enfants peuvent demeurer ainsi en situation d'asservissement jusqu'à ce que la dette des parents ait été intégralement remboursée<sup>(16)</sup>.

## Les conditions de travail

Les enfants domestiques n'ont généralement pas d'horaires précis ni de tâches bien définies à accomplir; ils font ce que leur employeur leur demande de faire, à toute heure du jour ou de la nuit.

Tant la nature du travail, à effectuer vingt-quatre heures sur vingt-quatre, que le type de tâche ménagère confiée aux enfants domestiques ont été bien décrits dans les études existantes. Au Bangladesh, au Pakistan, en Indonésie et aux Philippines, les enfants domestiques consacrent à leur travail 15 heures par jour ou davantage, sept jours par semaine, et ils doivent généralement être disponibles jour et nuit<sup>(17)</sup>. Les tâches habituelles qui leur sont confiées comprennent la cuisine, la lessive et le repassage des vêtements de la famille, le ménage, les courses et la garde des enfants des employeurs, qu'ils doivent aussi amener à l'école et les en ramener, en portant leurs cartables.

Les enfants employés de maison passent presque tout leur temps à l'intérieur du domicile de

leurs employeurs, et même s'ils ont du temps libre pendant la journée, ils ne sont généralement pas autorisés à quitter la maison. On les décourage souvent d'avoir des amis, car cela peut les distraire de leur travail. Du fait de l'éloignement de leur foyer, ils n'ont la possibilité de retourner chez eux qu'à l'occasion des grandes fêtes religieuses<sup>(12)</sup>.

En règle générale, les enfants domestiques dorment et prennent leur repas séparément des autres membres du ménage, ce qui renforce encore leur sentiment d'infériorité. Au Pérou, une jeune domestique a indiqué qu'elle consommait une nourriture de qualité inférieure à celle de son employeur. Au petit déjeuner, par exemple, elle doit servir la famille et achever une série de tâches avant d'être autorisée à manger elle-même<sup>(9)</sup>. Au Bangladesh, les enfants employés de maison ont rarement une place à eux pour dormir, et ils doivent se coucher dans l'espace disponible, sur le sol de la cuisine ou sur le plancher de la chambre à coucher des enfants de leurs employeurs<sup>(10)</sup>.



# LES EFFETS DU TRAVAIL DOMESTIQUE SUR LES ENFANTS

Les conséquences pour l'enfant de son travail en tant que domestique dépendent d'un grand nombre de facteurs, tels que l'âge et le sexe, ainsi que de la question de savoir si l'enfant travaille au sein du ménage de l'employeur ou s'il s'y rend tous les jours en continuant à habiter chez ses parents ou des membres de sa famille.

Le "contrat" passé entre les parents ou le recruteur et l'employeur peut certes exercer des effets sur la situation de l'enfant, mais c'est surtout l'attitude et le comportement de l'employeur et de sa famille qui sont déterminants. De nombreuses études soulignent le fait que tout ce qui arrive à l'enfant employé de maison dépend "du bon vouloir de son employeur"<sup>(17)</sup>. Lorsque l'enfant employé de maison habite chez son employeur, ce dernier exerce une maîtrise totale sur ses conditions de vie et de travail, sur sa santé et son bien-être.

Bien que la Convention relative aux droits de l'enfant ne contienne pas d'article qui interdise spécifiquement l'emploi d'enfants comme employés domestiques de manière aussi claire que la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage (voir Introduction), l'article 32 affirme sans ambiguïté le droit de l'enfant d'être protégé contre tout travail susceptible de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, psychique, moral ou social. Les droits inscrits dans la Convention esquissent un modèle de l'enfance qui peut être utilisé comme point de référence.

## Quels droits sont-ils violés ?

Le travail des enfants en qualité de domestiques viole, ou risque de violer, un grand nombre des droits définis dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Citons notamment :

- le droit d'être élevé par ses parents (article 7);
- le droit de l'enfant de préserver son identité, y compris sa nationalité, son nom et ses relations familiales (article 8);
- le droit d'entretenir régulièrement des contacts directs avec ses parents s'il a été séparé d'eux (article 9);
- le droit à la liberté d'expression (article 13);
- le droit à la liberté d'association (article 15);
- le droit d'être élevé par ses parents ou par ses représentants légaux, qui doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant (article 18);
- le droit d'être protégé contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, de négligence ou d'exploitation (article 19);
- le droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement (article 27);
- le droit à l'éducation (article 28);
- le droit au repos et aux loisirs, au jeu et à des activités récréatives (article 31);
- le droit d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à son développement physique, mental, psychique, moral ou social (article 32);
- le droit d'être protégé contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle (article 34);
- le droit d'être protégé contre l'enlèvement, la vente ou la traite (article 35);
- le droit d'être protégé contre la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (article 37).

Outre les droits généraux au développement (article 6), à la non-discrimination (article 2) et le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant

(article 3), la Convention contient un certain nombre de **droits spécifiques** qui sont niés ou risquent d'être niés aux enfants domestiques. Ces



droits peuvent être répartis *grosso modo* en six catégories concernant les enfants employés de maison : identité, personnalité et liberté (articles 8, 13, 15 et 37); éducation et soins par les parents (articles 7, 8 et 9); bien-être matériel et psychologique (articles 19 et 27); développement par l'éducation (articles 28 et 32); développement psychosocial, affectif et psychique (articles 31 et 32); protection contre l'exploitation, y compris l'exploitation sexuelle, la vente et la traite (articles 32, 34 et 35).

## Respect de l'identité, de la personnalité et de la liberté

Plus l'enfant est jeune lorsqu'il commence à travailler comme domestique, plus son sentiment d'identité est en danger. En Haïti, les très jeunes enfants qui sont donnés ou vendus en tant que "restaveks" perdent souvent tout contact avec leur famille, et finissent par tout ignorer de leur véritable identité<sup>(34)</sup>. Dans de nombreuses sociétés, cette perte d'identité peut aller jusqu'au déni du droit de l'enfant d'être appelé par son prénom : l'enfant se voit donner un **nom** ou une désignation choisis par l'employeur<sup>(17)</sup>.

La forte discrimination dont sont victimes les enfants domestiques – tout spécialement dans les pays d'Amérique latine et d'Asie, où les structures hiérarchiques sociales (et ethniques) sont souvent plus apparentes qu'en Afrique – est un thème qui revient souvent dans les travaux de recherche. Nombreux sont les enfants employés de maison qui ont une image négative d'eux-mêmes et qui n'aiment pas leur statut de domestique. Une enquête effectuée au Bangladesh a montré qu'en dépit du fait que les enfants domestiques soient perçus par les autres enfants au travail comme bénéficiant d'un certain nombre d'avantages (périodes de repos, travail à l'intérieur du domicile plutôt qu'au soleil et au vu de tous), leur travail était, de manière générale, perçu de manière plus négative que celui des porteurs, des travailleurs de rue et des ouvriers en usine, car ils sont à la merci de leurs employeurs<sup>(37)</sup>.

La situation d'impuissance dans laquelle est plongé l'enfant ainsi que son statut inférieur l'amènent à perdre tout sentiment d'estime de lui-même. La servilité généralement exigée dans ce type de travail constitue l'une des pires violations des droits de l'homme. Le sentiment d'esclavage est encore renforcé lorsque l'enfant n'est pas autorisé à quitter la maison. C'est une mesure courante en Asie, même si elle est imposée au nom de la sécurité personnelle de la jeune fille. Une étude réalisée à Lima (Pérou) a établi qu'un tiers des jeunes employés de maison ne sortaient jamais<sup>(30)</sup>. La perte de la liberté

### Des mots et des choses

Les termes utilisés pour désigner les enfants domestiques jouent parfois un rôle non négligeable pour aggraver encore leur manque d'estime d'eux-mêmes. Ainsi, au Bangladesh, les enfants employés de maison sont désignés par le terme *bandha*, qui signifie "pieds et poings liés"<sup>(13)</sup>. En République dominicaine, l'enfant domestique est appelé un serviteur "porte close" (*puerta cerrada*)<sup>(49)</sup>. En Haïti, on appelle ces enfants "restaveks", littéralement "reste avec". Dans certains pays d'Amérique latine, les enfants employés de maison sont couramment "étiquetés" et dénigrés – parce qu'ils effectuent des tâches traditionnellement remplies par des esclaves<sup>(32)</sup> – et ils peuvent même ne pas être appelés par leur prénom<sup>(42)</sup>.

Un grand nombre d'employés de maison s'efforcent, pour modifier la manière dont ils sont perçus, de modifier les termes utilisés pour les désigner. Aux Philippines, la fondation Visayan Forum encourage l'utilisation du terme *kasambahay* (assistant du ménage). En Inde, le Mouvement national des employés de maison a changé de nom pour se conformer à la terminologie légale et pour mieux s'identifier aux campagnes nationales et internationales qui tâchent de défendre les droits du personnel domestique<sup>(59)</sup>.

est la violation des droits de l'homme par excellence.

### Le contact avec les parents

Pour l'enfant engagé comme domestique, le fait d'être extrait du milieu familial a aussi des conséquences profondes, surtout s'il est très jeune. Lorsque ce sont les parents qui attendent de leurs enfants qu'ils contribuent aux tâches du ménage, les besoins des enfants pour ce qui est de l'amour, des soins et d'un environnement stable et structurant ont davantage de chances d'être satisfaits dans leur propre famille que dans un foyer où la raison première de leur présence est de servir autrui. Toutefois, les études ont révélé des situations, dont un cas aux Îles Salomon<sup>(19)</sup>, dans lesquelles les enfants domestiques décrivent leur charge de travail comme plus légère que celle qu'ils subissaient à la maison, et leur situation générale comme plus favorable.

Bien que les employeurs puissent autoriser les visites des parents ou de membres de la famille, rares sont parmi ces derniers ceux qui peuvent se permettre de voyager ou de s'absenter de chez eux. Parfois, comme au Bangladesh, le contrôle de l'enfant est confié à une "tante" qui réside en ville, souvent employée de maison elle-même. Il se peut cependant qu'elle soit au moins aussi dévouée à l'employeur qu'à l'enfant. L'enfant domestique peut être autorisé à rentrer chez lui une fois par an, souvent pendant la période des fêtes<sup>(38)</sup>. Si l'enfant est illettré, il n'a aucune possibilité de maintenir le contact par correspondance<sup>(1)</sup>. Dans ces conditions, les liens avec la famille peuvent facilement devenir précaires. En Haïti, on l'a vu, le contact peut être totalement rompu<sup>(34)</sup>.

Dans les cas de trafic d'enfants employés de maison d'un pays à l'autre, il peut arriver que des années entières passent avant que les enfants ne puissent revoir leur famille. En Afrique de l'Ouest,

par exemple, lorsque les enfants du Bénin ou du Togo sont envoyés au Gabon pour y travailler comme domestiques, il existe de nombreux cas d'enfants incapables de retourner chez eux pendant des périodes allant de 5 à 10 ans<sup>(33)</sup>.

### Le bien-être physique

Les principales conséquences physiques du travail domestique sont dues moins à la nature des tâches effectuées qu'aux horaires de travail très chargés qui sont le lot de la plupart des enfants domestiques<sup>(45)</sup>. Au Bangladesh, au Pakistan, en Indonésie et aux Philippines, les enfants domestiques travaillent souvent 15 heures par jour, sept jours par semaine, et parfois jusqu'à 18 heures par jour<sup>(17)</sup>. Au Zimbabwe, la journée de travail dure de 10 à 15 heures<sup>(29)</sup>; en Tanzanie, elle peut atteindre 16 à 18 heures<sup>(45)</sup>; au Maroc, une étude a établi que 72% des enfants domestiques commençaient leur journée de travail avant 7 heures du matin et allaient se coucher après 23 heures<sup>(29)</sup>. Toutes les études portant sur le bien-être physique font état d'enfants se plaignant de la fatigue, de maux de tête et de problèmes de santé.

Les accidents représentent aussi un risque, surtout lorsque l'enfant est épuisé. Préparer les repas, faire bouillir de l'eau, éplucher les légumes, utiliser des produits chimiques de nettoyage et porter des objets lourds sont autant d'activités qui comportent des risques. On a constaté que les brûlures étaient relativement courantes chez les enfants domestiques par rapport aux autres enfants travailleurs<sup>(15)</sup>. Lorsqu'il casse un objet ou qu'il n'est pas assez efficace, le travailleur peut être sévèrement puni. Les accusations de paresse ou de travail mal fait sont souvent à l'origine de violences dont sont victimes les employés domestiques. Les blessures ou les maladies dont sont victimes les employés de maison peuvent ne pas être soignées avec le même degré d'urgence ni la

même attention médicale que celles d'un membre de la famille<sup>(44)</sup>.

Les travailleurs domestiques consomment souvent les restes des repas de la famille. Toutefois, la malnutrition n'est pas signalée fréquemment comme un problème. Le foyer de l'employeur peut même offrir davantage de nourriture et un régime plus équilibré sur le plan nutritionnel qu'un foyer familial victime de la pauvreté, même si les enfants y consomment une quantité de nourriture inférieure à celle de la famille de l'employeur.

Certains problèmes physiques sont déclenchés par la détresse mentale et psychologique. Un agent de santé du Foyer Maurice Sixto pour enfants domestiques de Port-au-Prince, en Haïti, a par exemple signalé que 80% des enfants examinés souffraient de maux d'estomac et de maux de tête dus à des problèmes affectifs<sup>(49)</sup>.

Enfin, la possibilité d'abus sexuel ou d'exploitation sexuelle présente des risques de maladies sexuellement transmissibles (y compris le VIH) et de grossesse précoce. La grossesse conduit elle-même souvent au licenciement et, dans certains pays, au rejet de la jeune fille par sa propre famille.

## Le développement éducatif

Rares sont les enfants travaillant comme domestiques qui fréquentent l'école. Lorsqu'ils ont commencé à travailler avant l'âge de la fin de l'école primaire, le manque d'éducation est l'un des préjudices les plus graves, qu'un grand nombre d'enfants domestiques, y compris ceux du Kenya et du Togo, ressentent de manière aiguë<sup>(35) (5)</sup>.

Au Pérou, des "marraines" dans les zones urbaines empêchent délibérément les jeunes domestiques (qui sont généralement d'origine andine) de fréquenter l'école, pour qu'elles ne soient pas "gâtées" par le contact avec d'autres filles dans la même situation. "L'idée de base est d'empêcher la jeune fille de connaître ses droits et de prendre conscience des autres possibilités qui existent"<sup>(26)</sup>. De la même manière, au Bangladesh, des employeurs ont reconnu redouter que le contact avec autrui n'incite l'enfant domestique à chercher un meilleur emploi ailleurs<sup>(64)</sup>. Même dans des pays où les enfants domestiques en âge scolaire ont le droit de fréquenter l'école à temps partiel, ils doivent adapter leur scolarité à leurs tâches professionnelles, et c'est le travail du ménage qui a la priorité. Il arrive de ce fait qu'ils soient trop fatigués et qu'ils manquent de temps pour faire leurs devoirs et suivre le rythme<sup>(24)</sup>.

La non-scolarisation se traduit non seulement par une diminution des aptitudes et des connaissances, mais aussi par une limitation du développement personnel. Une fille qui reçoit, en lieu et place d'une éducation en bonne et due

forme, un "apprentissage domestique" sera préparée exclusivement à se marier, à élever des enfants et à continuer son travail ménager, dans son propre foyer et chez autrui. Sans les connaissances, les perspectives plus larges et l'expérience d'interaction sociale que confère l'école, son sens de l'identité demeurera limité à son rôle de domestique. En Inde, on considère souvent que "ceux qui savent lire et écrire n'ont pas à faire ce genre de travail"<sup>(86)</sup>; il en découle logiquement que ceux qui ne savent pas lire et écrire n'ont d'autre perspective qu'une vie entière de servilité.

Les études réalisées en Indonésie et au Bangladesh montrent que les jeunes employés de maison sont très pessimistes quant à leur avenir, à cause de leur manque d'éducation. Certains ont même des difficultés à envisager leur avenir au-delà de l'avenir immédiat.

## Le développement psychosocial et affectif

C'est l'expérience quotidienne de la discrimination et de l'isolement vécue par les enfants domestiques dans le ménage de leur employeur qui représente, de leur propre aveu, l'aspect le plus pesant de leur condition<sup>(17)</sup>. Même s'ils ont des relations affectives avec les membres du ménage, ces relations ne sont pas d'égal à égal<sup>(17)</sup>. Les enfants n'ont aucune capacité, sur le plan affectif comme sur le plan pratique, de résister à des avances sexuelles ni de négocier un traitement équitable. Ils n'ont aucune, ou presque aucune, chance d'exprimer des désirs et des opinions en ayant le droit de les voir respectés. Les **enfants de l'employeur** sont eux aussi touchés

par la manière dont sont traités les jeunes employés de maison, car ils intègrent dans leur éducation le mépris de la dignité et des droits d'autrui.

Le loisir et le jeu peuvent être totalement absents pour l'enfant domestique, sauf lorsqu'il s'agit de garder les propres enfants de l'employeur. L'unique ouverture en ce sens peut être la télévision, dans des circonstances étroitement définies. On signale chez de nombreux enfants une tendance à vivre dans un monde imaginaire et à concevoir une vision du monde déformée<sup>(38)</sup>.

Le fait d'être confinés à l'intérieur du domicile prive ces enfants de toute possibilité de se faire des amis ou d'avoir des échanges avec d'autres enfants de leur culture et de leur langue<sup>(76)</sup>. Une étude réalisée au Kenya en 1987<sup>(45)</sup>, qui visait à recueillir des données quantitatives de santé au moyen de tests psychologiques et de groupes témoins, a révélé que les enfants domestiques connaissaient nettement plus de problèmes psychologiques que les autres enfants (travailleurs ou non). L'énurésie nocturne, l'insomnie, le repli sur soi, la régression, le vieillissement prématuré, la dépression et les réactions phobiques vis-à-vis de leurs employeurs étaient des phénomènes courants. Des cas de dépression ont aussi été signalés au Bangladesh<sup>(38)</sup> et dans plusieurs pays d'Amérique latine<sup>(40)</sup>.

## Les mauvais traitements et l'exploitation, y compris l'exploitation sexuelle

Le degré de protection dont bénéficie un enfant employé de maison contre toutes les

### Des enfants au service d'autres enfants

Une étude portant sur 80 domestiques à plein temps logés et nourris par leur employeur (71 filles et 9 garçons) au Bangladesh<sup>(13)</sup> a révélé que la manière dont l'enfant domestique était traité exerçait généralement des répercussions sur les autres enfants du ménage. Ainsi, les jeunes "patrons" ou "patronnes", donnent souvent des ordres aux domestiques qui s'occupent d'eux, même s'ils sont beaucoup plus jeunes que ce personnel de maison. Cette pratique est en contradiction avec le respect généralement dû à l'âge dans leur société, et renforce le sentiment de supériorité et de droit à un traitement privilégié que ressentent les enfants des milieux aisés. Les punitions violentes infligées aux enfants domestiques peuvent perturber gravement les autres enfants du ménage; certains d'entre eux ont même déclaré au cours d'entretiens qu'ils avaient le sentiment que leurs parents n'avaient pas le droit de donner des gifles ou des coups aux enfants domestiques<sup>(64)</sup>. D'autre part, on signale aussi des cas d'enfants qui imitent leur mère et qui frappent eux-mêmes les enfants domestiques. Les enfants de l'employeur apprennent aussi à considérer comme normales des violations graves des droits de l'enfant comme le déni de l'éducation, des loisirs et des contacts avec leur propre famille. Un employé de maison âgé de 8 ans résume bien la situation d'inégalité marquant sa relation avec les autres enfants du ménage lorsqu'il déclare : "Quand je joue avec les enfants du maître, je dois toujours les laisser gagner"<sup>(13)</sup>.



formes d'exploitation dépend de son employeur. Si l'enfant n'est pas payé, s'il est surmené, ou s'il est victime de sévices, il n'a pas d'autre recours que de s'en aller. C'est une perspective effrayante, à moins qu'il trouve un autre emploi.

Plusieurs études montrent qu'en Amérique latine, de nombreux hommes ayant grandi dans des foyers où travaillaient des domestiques ont vécu leur première relation sexuelle avec une employée de maison. À Lima (Pérou), une étude a estimé cette proportion à 60%<sup>(25)</sup>. L'idée selon laquelle une employée de maison devrait tout naturellement être disponible sexuellement varie selon les cultures. Selon une ONG internationale, la manière stéréotypée dont les médias décrivent les employées de maison comme des filles faciles joue un rôle de poids dans les abus sexuels dont elles sont couramment victimes en Amérique latine<sup>(26)</sup>. À Fidji, 8 employées de maison sur 10 affirment que leurs employeurs abusent d'elles sexuellement<sup>(27)</sup>. Au Bangladesh, les jeunes filles employées de maison peuvent être renvoyées chez elles ou données en mariage à la puberté. Une étude portant sur 71 domestiques

au Bangladesh a établi que 25% des filles interrogées (dont l'âge moyen était de 11 ans) considéraient qu'elles avaient fait l'objet d'abus sexuels, et sept avaient été violées<sup>(28)</sup>. Il est fréquent que ces jeunes filles soient rejetées par leur famille parce que leur "comportement" serait cause de déshonneur pour elles. En pareil cas, le travail domestique devient l'antichambre de la prostitution, car ces jeunes femmes n'ont guère d'autre choix<sup>(29)</sup>.

Dans une étude à petite échelle réalisée à Calcutta (Inde), la majorité des domestiques interrogées ont signalé qu'elles avaient subi des brutalités physiques ou mentales<sup>(30)</sup>. Aux Philippines, des cas de violences subies par des collègues ont aussi été signalés, y compris le harcèlement sexuel par les collègues de sexe masculin<sup>(31)</sup>. Il est difficile de quantifier les brutalités subies par les enfants domestiques, car peu d'entre eux ont le courage nécessaire pour en parler, sauf à un confident qu'ils connaissent bien. Les cas de mauvais traitements extrêmes et de brutalités grossières à l'encontre d'enfants domestiques sont parfois décrits dans la presse.

Des bulletins publiés par les ONG se font l'écho d'un flux constant de cas individuels de graves sévices perpétrés contre des employés de maison, filles et garçons<sup>(32)</sup>.

En Asie du Sud, la violence prend souvent la forme d'attaques au moyen d'un fer brûlant. Au Sri Lanka, les avocats ont évoqué ouvertement la violence extrême utilisée contre les enfants employés de maison, et les affaires portées devant le tribunal des mineurs de Colombo ont révélé l'ampleur de la brutalité des employeurs à l'encontre de leurs domestiques mineurs, y compris les brûlures au fer ou à l'eau bouillante, les frictions de poudre de piment sur la bouche, les coups et les coups de couteau<sup>(33)</sup>. Des morts de faim, par brûlure et par absorption forcée de sel en grandes quantités ont aussi été signalées<sup>(34)</sup>.

La brutalité ne connaît pas de frontières socio-économiques. Au Bénin, par exemple, l'épouse d'un ancien ministre a été jugée et condamnée à une peine de prison en 1996 pour avoir battu à mort un enfant qu'elle employait dans le cadre du système *vidomegon*<sup>(35)</sup>.



## L'ACTION SUR LE TERRAIN - LES PROJETS EXISTANTS

Les interventions au nom des enfants domestiques en sont encore à leurs balbutiements, et les projets conçus spécifiquement pour cette catégorie d'enfants travailleurs demeurent relativement rares. Un grand nombre des projets existants avaient été conçus initialement pour répondre aux besoins d'autres groupes plus connus d'enfants exploités, tels que les enfants des rues, et ont été adaptés pour faire face aux besoins. Comme dans toutes les interventions dans le domaine du travail des enfants, l'une des principales difficultés pour les spécialistes de terrain consiste à développer, à une plus grande échelle, des initiatives prises par des ONG sur un plan local.

La plupart des projets partent de deux hypothèses de base : premièrement, la relation entre l'enfant travailleur domestique et la famille pour laquelle il travaille doit être reconnue comme une relation employeur-employé; deuxièmement, il y a une limite inférieure au-dessous de laquelle les enfants ne devraient pas être employés comme domestiques, soit en raison de leur âge, soit parce qu'ils sont dans une situation qui donne lieu à des abus.

Les projets reposant sur ces deux principes sont de natures diverses. Certaines ONG ont mis

au point des démarches innovatrices de protection et de prévention concernant différents aspects de la situation des enfants employés de maison, selon le contexte local, les besoins les plus pressants et les compétences particulières de l'organisation. Certaines ONG – telles que Shoishab Bangladesh et Visayan Forum aux Philippines – agissent de concert sur de nombreux plans.

On peut regrouper les mesures sur le terrain en plusieurs catégories :

- foyers d'accueil;
- interventions d'urgence;
- programmes éducatifs – y compris l'accès à des services d'éducation scolaire et extra-scolaire et formation professionnelle;
- vie sociale, loisirs et orientation.

### Les foyers d'accueil

Les foyers d'accueil ne fournissent pas seulement un foyer pour les enfants employés de maison éloignés du domicile familial, ils peuvent aussi servir d'endroit pour la plupart des autres types de services. Dans bien des cas, ces centres se résument à une pièce ou à un local loué dans les bureaux d'une ONG. Ils fournissent un espace matériel et affectif éloigné de l'employeur,

permettant aux enfants de se détendre, de rencontrer d'autres enfants dans la même situation qu'eux, de recevoir une assistance médicale ou juridique gratuite ou des services d'orientation, et de se livrer à des activités éducatives. Le centre offre souvent la possibilité d'approfondir les relations entre les personnes offrant leurs services et des enfants travailleurs qui sont souvent, au départ, méfiants ou nerveux, afin de les orienter vers un nouveau chemin. Le centre peut aussi représenter un lieu d'assistance et de sécurité en cas de crise.

L'Association mondiale pour les orphelins et les enfants abandonnés (WAO)-Afrique, à Lomé (Togo) est un exemple d'organisation qui offre un foyer d'accueil spécifiquement destiné à des groupes d'anciens enfants domestiques, et qui leur dispense les connaissances nécessaires pour leur permettre de lancer leur propre entreprise de vente de nourriture. D'autres centres avaient d'abord été ouverts à l'intention des enfants de la rue, mais leur fonction avait été élargie pour accueillir les "filles domestiques", au vu des vives préoccupations que suscitait leur situation. Tel est le cas de Kuleana, une ONG tanzanienne.

Les foyers d'accueil doivent s'appuyer sur un travail d'information à l'échelle locale, pour que les enfants domestiques, les employeurs, les

parents et la communauté locale connaissent leur existence. Comme dans le cas du **Foyer Maurice Sixto** de Port-au-Prince, en Haïti, ils doivent bénéficier de la coopération des employeurs pour remplir leur fonction, car à défaut les enfants domestiques se verront interdire de les fréquenter. Les projets de ce type doivent souvent consacrer beaucoup d'efforts à obtenir l'appui des employeurs, en faisant appel à leur volonté d'apparaître comme des employeurs responsables, ou en octroyant aux enfants domestiques une formation professionnelle qui puisse apporter des avantages à court terme à la famille de l'employeur <sup>9</sup>.

## L'intervention dans les situations de crise

Certains des programmes les plus innovateurs ont été conçus pour répondre à la nécessité de protéger les enfants employés de maison contre les violences physiques et sexuelles. Ce type d'intervention prend la forme de services d'aide médicale et de conseil juridique d'urgence, ou encore de services d'orientation, et il est généralement disponible dans des centres d'accueil.

Le Sri Lanka présente un exemple réussi d'intervention en situation de crise. En 1992, le département de la liberté conditionnelle et de la protection de l'enfance a lancé une campagne nationale d'information pour lutter contre l'exploitation des enfants travailleurs domestiques. Un numéro de téléphone a été largement diffusé pour inciter la population et les enfants eux-mêmes à signaler les cas de mauvais traitements. Des centaines d'appels ont été reçus entre le lancement et la fin de la campagne, en 1993. Les enquêtes qui en ont découlé ont conduit à un certain nombre de poursuites <sup>27</sup>.

Les lignes téléphoniques ouvertes 24 heures sur 24 pour les cas urgents sont un outil efficace afin de toucher les enfants employés de maison. Ceci dit, l'accès au téléphone est loin d'être universel, et le procédé est surtout utile aux enfants plus âgés.

## Les programmes éducatifs

La grande majorité des enfants nourris et logés par leurs employeurs ne fréquentent pas l'école. Ceux qui n'ont pas atteint l'âge de la fin de l'école primaire ont souvent quitté l'école très tôt pour commencer à travailler. Certains – surtout dans des pays très pauvres tels que Haïti ou le Bangladesh – n'ont parfois jamais mis les pieds à l'école. Un grand nombre de projets insistent par conséquent sur ce handicap éducatif. Ils visent non seulement à donner aux enfants qui travaillent des connaissances de base et des compétences pratiques, mais aussi à faire en sorte qu'ils aient des contacts avec le monde extérieur et qu'ils gagnent en confiance et en estime de soi.

### Le Foyer Maurice Sixto

Le Foyer Maurice Sixto, à Port-au-Prince (Haïti), offre un appui à 300 enfants domestiques, en les aidant à affronter un grand nombre de leurs problèmes. L'influence du Foyer au sein de la communauté est assurée par ses relations étroites avec l'Église catholique. Il s'efforce d'obtenir la coopération des employeurs et d'instaurer le dialogue avec eux.

On cherche à obtenir le consentement des employeurs afin que les enfants puissent conserver un contact aussi riche que possible avec leur famille, et pour qu'ils puissent assister à des cours d'éducation extra-scolaire dans l'après-midi. Les enfants acquièrent une éducation de base et des aptitudes professionnelles, et ont en outre la possibilité de redécouvrir leur enfance, en développant leur confiance en soi et leurs talents personnels en pratiquant le sport et des activités récréatives. Le Centre encourage aussi les employeurs à mieux traiter les enfants domestiques.

Le type le plus répandu de programme éducatif vise l'alphabétisation de base des enfants, pour leur apprendre à lire et à compter. Exemple typique de ce type d'activité, le programme extra-scolaire pour enfants domestiques de 6 à 14 ans, organisé par la Working Women Association du Pakistan; un programme similaire est géré à Dacca (Bangladesh) dans un des principaux marchés de la ville, le vendredi, jour de fermeture. Pour les filles plus âgées, une formation professionnelle dans une gamme d'activités peut être offerte, allant des cours de cuisine et de la réparation de voitures jusqu'à des cours de secrétariat, comme l'illustre le projet **SINAGA**, à Nairobi. Dans le cadre d'un autre projet kenyan, à Kisumu, le Conseil municipal a mis à la disposition des salles de classe et des enseignants pour des cours de rattrapage qui se déroulent le soir. En 1992, 108 filles, des employées de maison pour la plupart, ont assisté à des cours organisés entre 17h et 18h30 pour préparer le certificat d'études kenyan, qui sanctionne la fin des études primaires. Malgré leur détermination, peu d'entre elles finirent par obtenir ce certificat, essentiellement parce qu'elles étudiaient après la fin d'une journée de travail complète, qui commençait parfois à 4 heures du matin et qui se poursuivait souvent après leur retour à la maison au terme des cours du soir <sup>35</sup>. Aujourd'hui, pour répondre à la demande, des cours pour "aides ménagères" sont organisés dans cinq écoles primaires. Les étudiants doivent payer une taxe qui contribue à couvrir la rémunération complémentaire versée aux enseignants <sup>35</sup>.

Dans les cas où les jeunes enfants cessent de travailler, les responsables de ces projets peuvent tenter de les intégrer ou de les réintégrer au système scolaire normal, en négociant à cet effet avec leurs parents et avec les autorités scolaires. Tel a été le cas dans l'État de Rio de Janeiro, au Brésil, où les responsables de la Fondation municipale pour l'enfant de Campos dos Goitacazes sont parvenus, avec la collaboration du Programme IPEC de l'OIT, à retirer 50 filles âgées de 8 à 13 ans de leur emploi de domestiques et à leur fournir une aide financière et une possibilité de recevoir une éducation scolaire et une formation. L'élément crucial pour la

réussite de ce projet fut la capacité des autorités à persuader les employeurs de libérer les enfants.

Une fois à l'école, ces enfants ont souvent besoin d'un appui régulier, sous forme de cours de soutien pour les devoirs et d'activités de liaison entre enseignants et parents.

## Vie sociale, loisirs et orientation

Tout enfant, quel que soit son âge, a besoin de

### SINAGA, Kenya

Le Centre de ressources SINAGA sur le travail des femmes et des enfants, situé à Nairobi et financé par le Programme IPEC de l'OIT, offre une éducation de base sous forme de cours de cuisine, de confection de vêtements et de dactylographie, ainsi qu'un appui psychologique et une ligne téléphonique en cas de crise pour les filles employées domestiques. Ce cours, d'une durée de six mois, est gratuit. Le "temps libre" nécessaire pour assister au cours est négocié par le personnel du centre avec les employeurs des enfants.

SINAGA sert aussi de lieu de refuge pour les jeunes filles, mais l'objectif premier du centre est de leur donner les moyens de faire face à l'avenir. Si elles devaient tomber enceintes, ou si leurs employeurs devaient se débarrasser d'elles parce qu'elles sont devenues adultes et doivent être payées davantage, elles auront besoin de ressources personnelles et de confiance en elles pour affronter la vie. SINAGA souhaite aussi, à l'avenir, offrir des services d'orientation et de conseil juridique pour les domestiques victimes de violences et de mauvais traitements. À ce jour, le centre compte 500 "anciennes élèves".

se détendre, de jouer et de fréquenter d'autres enfants. Étant donné l'isolement, la discrimination et le manque chronique de confiance en soi dont souffrent un grand nombre d'enfants domestiques, ce besoin est ressenti avec d'autant plus de force.

SUMAPI, une petite organisation philippine qui défend les employés de maison, organise tous les dimanches dans un parc un certain nombre d'activités de loisirs pour les enfants domestiques. Le bouche-à-oreille a fonctionné, et chaque semaine les enfants domestiques sont un peu plus nombreux à venir se détendre, discuter et parler de leurs problèmes. Les activités ont aussi un volet plus sérieux, car les organisateurs utilisent cette occasion pour informer les enfants sur leurs droits fondamentaux et pour garder le contact avec les enfants absents grâce à ce réseau spontané.

ENDA, une ONG sénégalaise, est parvenue à rassembler des enfants employés de maison de toute l'Afrique de l'Ouest afin de leur permettre de partager leurs expériences vécues et de militer pour de meilleures conditions de travail. Les enfants sont encouragés à s'exprimer de plusieurs manières, y compris par le dessin et la peinture. La solidarité au sein du groupe est encouragée au moyen de groupes à thèmes, qui rassemblent des enfants en situation similaire pour débattre de leurs problèmes. Bon nombre d'entre eux sont aussi devenus membres d'un mouvement régional qui fait campagne pour les droits des jeunes travailleurs, et qui constitue un exemple important de responsabilisation des enfants pour qu'ils participent à des activités destinées à appliquer leurs droits.

Les activités de conseil et d'orientation, entre employeurs et avec les travailleurs eux-mêmes, peuvent aussi faire la différence. En Inde, le National Domestic Workers' Movement a pour objet d'améliorer la situation des employés de maison, adultes comme enfants, en insistant sur la dignité du travail domestique et en améliorant son statut au sein du ménage de l'employeur. Chaque dimanche, le mouvement organise des

activités qui permettent aux jeunes employés de maison de se rencontrer et d'évoquer ensemble leurs expériences individuelles. Le mouvement délivre en outre des cartes d'identité pour renforcer la solidarité collective<sup>17</sup>. Les activités d'information sur le terrain et d'orientation sont aussi des composantes essentielles de l'action de la **fondation Visayan Forum** aux Philippines.



### La fondation Visayan Forum, Philippines

La fondation Visayan Forum dispose d'une gamme de projets et de services qui cherchent à venir en aide aux enfants domestiques aux Philippines. L'un des programmes les plus anciens et les plus réussis est le programme de vulgarisation de Luneta Park. En fréquentant ce parc pour s'entretenir avec les jeunes filles domestiques qui venaient s'y promener pendant leur temps libre, les collaborateurs de cette ONG ont réussi à établir le contact avec des enfants travailleurs habituellement "invisibles". Ils ont mis sur pied un service d'orientation et de conseil dans le parc, et aidé ces jeunes filles à rencontrer d'autres employées de maison, en particulier appartenant au même groupe ethnique qu'elles.

La gamme complète des services de Visayan Forum comprend :

- une ligne de téléphone et un local ouvert en permanence où les enfants domestiques peuvent se rendre pour y trouver une aide d'urgence, une orientation ou simplement pour y passer leur temps libre;
- une collection de manuels et d'ouvrages de référence à la disposition des enfants domestiques pour obtenir des pièces officielles telles qu'actes de naissance, ou pour étudier;
- une lettre d'information publiée à l'intention des employés de maison, *Balitang Kasambahay*;
- un soutien à des centres parallèles d'éducation de type scolaire et à des groupes de défense des droits de l'enfant qui offrent des consultations juridiques aux enfants domestiques;
- des groupes d'auto-assistance avec des enfants domestiques plus âgés, formés comme animateurs, pour aider les enfants plus jeunes, pour tenir à jour des bases de données et pour fournir orientation et conseils.

## L'ACTION SUR LE TERRAIN - RECHERCHE ET SENSIBILISATION

Une certaine activité de recherche est nécessaire pour n'importe quel type d'intervention en faveur des enfants domestiques, qu'il s'agisse de programmes ou de sensibilisation. Pour ce qui est du travail de sensibilisation de l'opinion, une recherche approfondie constitue un préalable essentiel à toute campagne. Là où l'emploi d'enfants comme domestiques n'est pas considéré comme nuisible, il est nécessaire pour qu'une campagne soit convaincante de rassembler des preuves concluantes de dommages causés aux enfants.

### La sensibilisation

Depuis quelques années, on est **davantage conscient**, tant dans les pays et les régions concernés que sur le plan international, de la situation des enfants employés de maison<sup>11</sup>.

### La prévention par la sensibilisation

Les syndicats d'employés de maison au Kenya et en Tanzanie sont parvenus à la conclusion que "la prévention par la sensibilisation représente la méthode la plus efficace de lutte contre le travail des enfants au domicile des particuliers". En collaboration avec ces syndicats dans le cadre de son programme intégré pour le renforcement des partenariats et des moyens contre le travail des enfants, le Programme IPEC de l'OIT prépare un manuel sur la prévention, l'affranchissement et la réinsertion, fondé sur l'expérience des syndicats et de l'IPEC. Il prévoit ensuite de créer un module de formation, qui inclura le manuel ainsi qu'une méthode destinée à sensibiliser les personnes qui emploient des enfants à leur domicile. L'objectif à long terme du projet est de lancer une campagne internationale de sensibilisation visant les employés de bureau, les enseignants et les employeurs. Intitulée START AT HOME ("Commencer chez soi"), cette campagne utilisera non seulement le manuel nouvellement conçu sur la prévention, mais aussi un manuel de recherche et d'action (voir encadré p. 12) reflétant l'expérience acquise par les ONG dans ce domaine<sup>66</sup>.



Cette prise de conscience s'explique par la préoccupation croissante au sujet du travail des enfants en général, et de la situation des filles en particulier. Elle est aussi le résultat de travaux de recherche conduits par les ONG et par d'autres acteurs. Pourtant, dans bien des contextes, la sensibilisation ne fait que commencer, et même dans les pays où elle a déjà progressé, il reste un long chemin à parcourir avant qu'elle ne se traduise réellement par une amélioration de la condition des jeunes travailleurs domestiques.

Le travail de sensibilisation dépend de la collecte et de la diffusion de données. Le principal obstacle à la collecte de données concernant les enfants domestiques est leur "invisibilité" statistique. Les raisons de ce phénomène ont été évoquées plus haut. Il y a toutefois un autre type d'"invisibilité" qui régit la situation des enfants domestiques : l'invisibilité due aux attitudes<sup>10</sup>. Dans des sociétés où il est normal de louer les services d'une jeune fille pour aider au ménage, la pratique entraîne une telle acceptation sociale qu'il faut un véritable effort d'imagination aux chercheurs, aux sociologues, aux assistants sociaux et aux ONG pour songer à enquêter sur ce phénomène. Toutes les parties – les employeurs, les parents, les employées et les chercheurs potentiels – peuvent voir l'emploi d'une adolescente en qualité de domestique comme un fait positif. Chaque partie s'accorderait sans doute à déplorer tout traitement abusif d'une employée de maison aux mains d'autrui.

C'est par là que l'emploi de domestiques se distingue de la prostitution, ou du travail dans un atelier où la main-d'œuvre est fortement exploitée ou dans une usine; dans ces derniers cas, les adultes responsables de l'exploitation des enfants forment un petit groupe aisément identifiable et condamnable, extérieur à la société "normale". Le fait de monter en épingle des histoires choquantes ou atroces et de diaboliser les employeurs d'enfants domestiques ne résoudra pas le problème de cette invisibilité due aux attitudes. Lorsque les enfants employés ont dépassé l'âge légal d'admission à l'emploi, et même lorsqu'ils ont plus de 12 ans, la condamnation pure et simple de la pratique par des personnes ayant des systèmes de valeur différents peut être perçue comme fondée sur l'ignorance et comme culturellement partielle. C'est pourquoi le travail de sensibilisation doit être mené avec tact, et fondé sur un travail de recherche solide.

## La collecte d'informations

Les études réalisées au cours des dernières années ont permis aux spécialistes sur le terrain d'esquisser un **profil de la main-d'œuvre** des enfants employés de maison dans plusieurs communautés urbaines. Ces informations demeurent cependant très lacunaires. On dispose de fort peu de données sur la fréquence du phénomène ou sur

## Recherche et action

Anti-Slavery International a publié, avec l'appui du Programme IPEC de l'OIT, un manuel pratique intitulé *Les enfants domestiques: manuel pour la recherche et l'action*, qui constitue un outil important pour les chercheurs et les défenseurs des droits de l'enfant actifs dans ce domaine. Le manuel se fonde sur l'expérience et les opinions des ONG et d'autres praticiens qui ont travaillé aux côtés d'enfants domestiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Le manuel propose une démarche étape par étape pour trouver des réponses à des problèmes pratiques, tels que "par où commencer ?", "comment trouver les informations dont j'ai besoin ?", "comment réunir les informations nécessaires ?", et "traduire en actes les résultats de la recherche".

Le manuel, qui existe en français, en anglais et en espagnol, peut être obtenu auprès de Anti-Slavery International (voir les coordonnées dans la section "Passerelles" du présent *Digest*).

les tendances générales, et la plupart des tentatives d'évaluation de l'impact qu'exerce sur ces enfants le travail qu'ils effectuent reposent sur des hypothèses.

Les difficultés particulières de la recherche et le manque général d'informations sur le sujet ont conduit Anti-Slavery International ainsi que le Programme IPEC de l'OIT à concevoir un manuel destiné aux chercheurs dans le domaine du travail des enfants employés de maison<sup>9</sup>. L'une des conclusions essentielles de ce manuel est que, s'il peut être possible, grâce à des enquêtes effectuées au porte à porte, de rassembler des informations de base sur cette pratique (l'âge, le sexe, la famille, le niveau d'éducation, les tâches accomplies), il est en revanche impossible de recueillir par ce biais des données qualitatives approfondies auprès des enfants eux-mêmes; il n'est d'ailleurs pas souhaitable d'essayer de procéder de cette manière.

L'un des principaux facteurs qui entravent la collecte d'informations sur les enfants domestiques est le fait qu'ils travaillent dans des foyers privés; il n'est donc pas facile de les contacter. Dans les cas où il s'est révélé possible d'avoir la coopération des employeurs pour s'entretenir avec les enfants, presque toutes les informations émanent des employeurs eux-mêmes ou sont filtrées par eux. Les chercheurs ont du mal à avoir des entretiens utiles avec des enfants domestiques en présence de leurs employeurs<sup>8</sup>. Les enfants sont très réticents à s'exprimer; les plus jeunes, en particulier, étant donné leur rôle de subalterne et leur expérience réduite de la vie, n'ont pour ainsi dire aucune capacité d'expression. En présence de son employeur, l'enfant est doublement inhibé, et il peut avoir peur de parler. Il va de soi qu'aucun enfant ne décrira à une personne étrangère des épisodes de violence ou d'abus sexuel. Ce genre de confiance exige du temps et beaucoup de confiance, et par nature ne peut avoir lieu que dans un lieu éloigné du foyer de l'employeur.

Pour recueillir des informations auprès des enfants eux-mêmes, il est recommandé de s'adresser à eux dans le contexte d'un centre d'accueil existant ou d'un programme éducatif auquel ils participent, ou encore de concevoir un programme à leur intention dans lequel la recherche serait un objectif intégré. Il est préférable, afin d'inter-

roger des enfants en profondeur, de prendre son temps et de procéder de manière relativement libre et sans structure rigide. On trouve au Bangladesh, en Haïti et aux Philippines des exemples de programmes dans lesquels les interventions et le travail de recherche ont été menés de concert par des enseignants qui avaient été formés à utiliser la salle de classe comme cadre pour encourager les enfants à s'exprimer par l'écriture, le dessin et la parole<sup>9</sup>.

Des discussions de groupe axées sur un thème ont été utilisées avec un certain succès au Sénégal<sup>8</sup> pour obtenir des informations auprès d'employés domestiques adolescents, et pour susciter un débat entre eux. Des groupes de jeunes filles ont été invités à prendre part à des "causeries" semi-structurées dans la communauté, avec leurs "tantes" ou les personnes faisant officieusement office de tuteur, et en compagnie de quelques employées de maison plus âgées. On s'est aperçu dans ce cadre que les jeunes filles ne s'exprimaient pas librement devant leurs aînées, et qu'il fallait pour cela qu'elles restent entre elles. Une fois placées dans cette situation, elles parlaient librement de leurs problèmes, y compris l'exploitation sexuelle.

Une recherche approfondie avec des enfants, tout spécialement avec des enfants que leur situation rend particulièrement vulnérables, ne peut être effectuée de manière superficielle par des personnes étrangères, sous peine d'obtenir des résultats dépourvus de toute utilité. L'expérience acquise au Bangladesh montre aussi que les entretiens peuvent susciter un sentiment de détresse chez les enfants travailleurs, qui peuvent décider de fuir leur employeur ou de demander de l'aide. Il faut donc que les chercheurs soient en mesure de fournir une assistance au cas où elle serait demandée<sup>38</sup>.

## Transformer les attitudes : la sensibilisation à l'échelle nationale et au plan international

Le travail des enfants domestiques est une question qui touche la vie privée et la vie familiale des individus, aussi bien que les réalités écono-

miques locales, les coutumes et les valeurs sociales et culturelles. Afin de clairement montrer ses effets néfastes sur les enfants, il faut placer la société devant un miroir, et inciter les gens à réfléchir sur leurs attitudes à l'égard d'un grand nombre de choses, y compris la hiérarchie sociale et l'enfance. Le travail de sensibilisation n'est jamais aussi efficace que lorsque les premiers rôles reviennent aux acteurs locaux.

Les fonctions essentielles des campagnes de sensibilisation doivent être de changer les mentalités qui font que ce phénomène passe inaperçu dans une société, et de limiter les cas de mauvais traitements et d'exploitation. Il faut sans doute pour cela condamner l'emploi d'enfants n'ayant pas l'âge d'avoir terminé l'école primaire, établir une différence claire entre l'adoption et l'emploi, encourager des conditions de travail et une rémunération décentes, et enfin encourager les employeurs à accorder du temps libre aux jeunes enfants domestiques pour leur permettre de fréquenter l'école, de rencontrer des enfants de leur âge et d'avoir des contacts avec le reste de la société<sup>(1)</sup>.

On peut citer, à titre d'exemple de campagne organisée à l'échelle locale, celle qui a été entreprise par l'ONG **Shoishab Bangladesh**. Autre exemple : celui de Tanzania Media Women's Association (TAMWA), un groupe de femmes tanzaniennes, journalistes et juristes, préoccupées par l'augmentation du nombre de filles amenées dans les zones urbaines en tant qu'employées de maison. Après avoir interrogé plus de 4000 filles dans plusieurs villes, le groupe a lancé une campagne de sensibilisation recourant à plusieurs médias, comprenant des émissions radiophoniques, la diffusion de dépliants et de brochures de bandes dessinées, une vidéo et une pièce de théâtre de quartier. Une série de séminaires organisés dans les villages, destinés aux parents et aux dirigeants de la communauté, ont aidé à faire connaître les difficultés rencontrées par les enfants domestiques<sup>(30)</sup>.

Au Sri Lanka, les chaînes de télévision locales ainsi que les journaux ont participé à une campagne en publiant des annonces, qui ont amené un grand nombre de personnalités influentes à cesser d'employer des enfants en tant que domestiques à leur domicile. Les activités de sensibilisation visaient aussi les parents, car comme l'a relevé un observateur, "c'est par ignorance que les parents confiaient leurs enfants à des familles aisées. Le problème existe depuis des générations, et il s'agit de briser le cercle vicieux"<sup>(81)</sup>.

Au Maroc, le département de la famille et de la protection de l'enfance, créé récemment, a lancé une campagne nationale sur la violence à l'égard des femmes, en mettant particulièrement l'accent sur les enfants travaillant comme domestiques. Le département a produit deux spots télévisés, dont l'un avec l'appui de l'UNICEF, qui ont été diffusés à l'échelle nationale. Les cas de mauvais traitements d'enfants domestiques sont en outre régulièrement

signalés à la radio, afin d'essayer d'attirer l'attention de l'opinion sur la situation critique de ces jeunes travailleurs<sup>(34)</sup>.

La sensibilisation à l'échelle internationale devrait se fonder sur les activités locales et nationales et être utilisée en premier lieu pour faire connaître à un public international les conclusions des recherches et activités locales. La Convention relative aux droits de l'enfant peut être utilisée dans ce travail d'information pour bien montrer la différence entre la vision de l'enfance acceptée à l'échelle internationale et les violations des droits de l'enfant telles qu'elles sont vécues par les enfants domestiques.

Les organismes internationaux, qu'ils soient non gouvernementaux ou intergouvernementaux, devraient veiller à ne pas prendre publiquement des positions essentiellement basées sur les cas les plus sensationnels de mauvais traitements et de déni de droits; c'est une tendance qui est manifeste dans leurs publications. Ce type de procédé a peu de chances de convaincre les sociétés concernées de modifier leurs attitudes ou leurs pratiques, et il risque de provoquer des réactions négatives. Toutes les activités de sensibilisation à l'échelle internationale devraient tenir compte des sensibilités et des réalités locales touchant ces pratiques.

Quant aux organisations internationales dotées de bureaux sur le terrain dans des pays où le phénomène des enfants employés de maison revêt une grande ampleur, et en particulier les organisations des Nations Unies ou de défense des droits de l'homme, elles devraient veiller à ce que les pratiques de leur personnel concordent avec leur position officielle. L'UNICEF a publié une directive à l'intention de ses collaborateurs dans le monde entier en leur demandant de ne pas employer d'enfants de moins de 15 ans en tant que domestiques. Si les collaborateurs de l'organisation emploient des domestiques âgés de 15 à 18 ans, ils doivent veiller à ce que leur santé, leur sécurité et leur moralité soient pleinement protégées, et s'assurer que ces jeunes travailleurs aient des tâches précisément définies, un salaire raisonnable, une semaine de travail qui n'excède pas 40 heures, et du temps libre pour recevoir une éducation ou une formation professionnelle<sup>(21)</sup>. Les associations de personnel des bureaux de l'UNICEF au Sri Lanka et aux Maldives ont même été plus loin, en s'engageant par leur signature à respecter les dispositions de cette directive et en associant à leur initiative les représentations locales de l'OIT<sup>(33)</sup>.

### Shoishab Bangladesh

Pour s'attaquer à l'enchevêtrement de questions sociales et économiques qui sont en jeu dans le phénomène du travail domestique des enfants, Shoishab Bangladesh a mis au point une méthode qui combine action, recherche et sensibilisation.

C'est au début des années 90 que Shoishab a commencé à travailler auprès des enfants domestiques, en fournissant des services d'éducation, un foyer d'accueil, ainsi que des moyens d'intervention en situation de crise si nécessaire. L'organisation a d'emblée pris conscience du fait que les employeurs devaient nécessairement être partie prenante de ces efforts, car la dépendance des enfants domestiques à leur égard était telle que leur coopération était indispensable. Pour encourager les employeurs à laisser les enfants fréquenter les cours, Shoishab a adopté la tactique consistant à les convaincre de l'importance d'avoir un domestique sachant lire et écrire, qui est de ce fait capable de prendre des messages, de passer des appels en cas d'urgence et de lire les étiquettes. Shoishab a même persuadé quelques employeurs d'offrir un endroit pour les cours à leur propre domicile<sup>(64)</sup>.

L'un des aspects cruciaux de l'activité de l'organisation a été l'information sur le sort des enfants domestiques. Shoishab a tout fait, en particulier, pour aider les employeurs à comprendre quel était leur rôle dans l'exploitation de l'enfant à leur charge. Les messages de l'organisation visent non seulement les employeurs, mais aussi des acteurs importants de la communauté locale, les domestiques adultes et les parents. Shoishab a publié des affiches ainsi qu'une brochure, *Child domestic workers — Is servitude the only option?* L'organisation estime que lorsque l'enfant domestique acquiert davantage de confiance en soi et d'assurance, il est important que l'employeur soit associé au processus en tant que partenaire, car il risque dans le cas contraire de réagir de manière négative à son égard.

Shoishab a démontré qu'il était possible de déclencher des transformations dans les attitudes sociales et les comportements des employeurs à l'égard des enfants domestiques.

# UNE RÉGLEMENTATION EST-ELLE POSSIBLE?

La mise en œuvre d'un système de réglementation du travail des enfants employés de maison présente les difficultés associées à n'importe quel type d'activité relevant du secteur non structuré, avec un facteur aggravant, à savoir le fait que le lieu de l'emploi est un domicile privé. Le recours à la législation comme moyen de réglementation et de protection est encore plus problématique dans des pays où les enfants employés de maison ne sont pas perçus comme des travailleurs rémunérés, mais comme des aides de maison. Toutefois, la loi peut être utilisée pour poursuivre des personnes qui se rendent coupables de violences et de brutalités grossières sur des enfants, y compris des enfants domestiques.

## La législation nationale

Il n'est guère surprenant de constater que rares sont les pays dotés d'une législation destinée à protéger les enfants domestiques, sauf dans les cas où la violence physique ou sexuelle à l'encontre de l'enfant peut être prouvée<sup>(26)</sup>. Même dans les **pays industrialisés**, où il existe des systèmes de réglementation efficaces du travail, la majeure partie du travail des gens de maison relève du secteur non structuré et demeure généralement hors de portée des autorités, ce qui enlève souvent toute efficacité à la loi pour protéger les enfants concernés. Dans les pays en développement, les lois existantes sont rarement appliquées, et dans les rares cas où la loi est invoquée, les enfants travailleurs domestiques peuvent même finir par être traités comme des délinquants<sup>(18) (27)</sup>.

L'une des raisons essentielles de cette situation est qu'à ce jour, les lois nationales ont généralement eu pour but d'abolir le travail des enfants domestiques en imposant des lois et des normes à des sociétés où la pratique était acceptée sur le plan culturel, et où la volonté politique de faire respecter ces lois était limitée. Qui plus est, "l'accès à la loi est problématique pour les personnes très pauvres, en raison notamment de la complexité des procédures, du temps considérable que prennent les poursuites civiles et de la capacité des personnes qui disposent de l'argent, du temps et des connaissances nécessaires à influencer le cours des événements, en général au détriment des pauvres"<sup>(64)</sup>.

Certains des groupes qui travaillent aux côtés des enfants employés domestiques sont de l'avis que les lois, par elles-mêmes, ne permettront pas de faire cesser l'utilisation d'enfants comme domestiques. Certains responsables politiques

pensent que l'encouragement par des mesures législatives à l'éducation primaire obligatoire est une méthode de prévention plus utile pour restreindre toutes les formes de travail des enfants, y compris le travail comme employé de maison. Le programme d'action adopté par la conférence d'Oslo sur le travail des enfants en octobre 1997, par exemple, reconnaît que "l'éducation, et en particulier l'éducation de base, est l'un des principaux moyens de prévention et d'élimination du travail des enfants". Il appelle les gouvernements à établir "un système d'éducation de base accessible, pertinent, de haute qualité, universel et obligatoire, gratuit pour tous"<sup>(67)</sup>. L'OIT et l'UNICEF ont aussi fortement encouragé l'extension et l'amélioration de la scolarité, en tant que "meilleur moyen de limiter le flux d'enfants en âge scolaire vers des formes d'emploi ou de travail qui donnent lieu à des abus"<sup>(49)</sup>.

Il ne fait aucun doute que si le principe d'une éducation de base universelle en tant que norme sociale était pleinement admis, cela aiderait à persuader les employeurs de laisser aux jeunes employés domestiques du temps pour fréquenter l'école et, à terme, contribuerait à faire cesser cette pratique. Dans de nombreux pays en développement, il est aussi nécessaire de mettre en place des systèmes efficaces d'enregistrement des naissances. Selon l'UNICEF, le nombre de naissances échappant à l'enregistrement approcherait les 40 millions par an<sup>(74)</sup>. Il est évident que les lois fixant les âges minimaux pour l'emploi et la fin de la scolarité ne peuvent guère être appliquées si

l'âge de l'enfant peut prêter à controverse.

Aujourd'hui, nombreux sont les défenseurs des droits de l'enfant qui estiment que le premier pas consiste à persuader les employeurs de commencer à respecter certains principes de base, comme le fait de laisser régulièrement aux enfants du temps libre pour fréquenter l'école. Ce n'est que lorsque les employeurs auront accepté ces normes acceptées au niveau local que les lois nationales et internationales deviendront pertinentes pour consolider les normes acceptées localement<sup>(4)</sup>.

Il est essentiel, afin que les normes concernant la protection des enfants employés de maison soient acceptées, que les employeurs reconnaissent le travail domestique comme une forme d'emploi, et les enfants employés de maison dans leurs foyers comme des travailleurs et non comme les enfants de parents sans ressources, auxquels ils "donnent un coup de main"<sup>(25)</sup>. Régulariser le statut des enfants domestiques en tant que travailleurs entraîne deux conséquences essentielles. Outre l'introduction de certaines conditions – limites des horaires de travail, temps de loisirs régulier, contacts familiaux, rémunération acceptable, soins de santé et accès à l'éducation –, l'emploi d'enfants devrait être prohibé pour les enfants au-dessous d'un certain âge ou dans certaines conditions (comme la servitude pour dettes). En outre, des mesures de protection devraient être prises contre les violences physiques et sexuelles<sup>(25)</sup>.

Le National Domestic Workers' Movement, en Inde, présente un exemple de ce qu'il est pos-

## La législation nationale dans les pays industrialisés

Un certain nombre de pays industrialisés sont dotés d'une législation qui régit le travail des enfants domestiques, comme cela ressort des premiers rapports présentés par ces pays à l'organe de contrôle de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité des droits de l'enfant.

- Au **Danemark**, les enfants âgés de 10 à 15 ans peuvent, dans une certaine mesure, effectuer des travaux légers rémunérés, y compris de petits travaux de nettoyage.
- En **Autriche**, les enfants de plus de 12 ans peuvent effectuer des travaux légers et occasionnels, mais qui ne doivent pas dépasser deux heures par jour, et à condition que le total des heures de classe et des heures de travail ne dépasse pas sept heures par jour.
- En **Italie**, les enfants peuvent être employés comme personnel de maison dès l'âge de 14 ans, à condition que leur travail n'interfère pas avec leurs obligations scolaires et qu'ils soient exemptés de tout travail de nuit ou durant les jours fériés.
- En **Suède**, aucune règle ne fixe d'âge minimal pour le travail en tant que domestique. Toutefois, la loi sur l'emploi du personnel de maison stipule que les mineurs ne peuvent travailler aussi longtemps que les adultes, et que les employeurs doivent veiller à ce que les mineurs n'effectuent pas de travail dangereux.
- En **France**, il est légal d'employer des enfants en tant qu'employés domestiques même lorsqu'ils n'ont pas encore achevé leur scolarité obligatoire; le Comité des droits de l'enfant a invité le gouvernement à reconsidérer ses textes législatifs en la matière<sup>(63)</sup>.



sible de réaliser grâce à une action locale auprès d'employeurs. À Mumbai (Bombay), ce mouvement, qui représente des employés de maison adultes et enfants, mène campagne pour obtenir la reconnaissance des domestiques comme travailleurs dans le système législatif indien. Il a persuadé les employeurs d'accorder aux employés de maison un jour de congé hebdomadaire ainsi qu'un mois de congé payé par an; il a aussi, pour la première fois, fixé un salaire minimal. En outre, le mouvement appelle à la fois le gouvernement national et les gouvernements des États de l'Union à adopter des lois fixant à 14 ans l'âge minimal d'accès à l'emploi pour le travail domestique<sup>59</sup>.

## Les normes internationales

S'il est difficile de mettre en place une réglementation à l'échelon national, il est encore plus ardu de concevoir des systèmes de réglementation internationale efficace du travail des enfants domestiques. Cependant, attirer l'attention à l'échelle internationale sur l'exploitation réelle ou potentielle du travail des enfants employés de maison, par la définition de normes, contribue à influencer les débats nationaux, à favoriser l'application des lois existantes et à changer les attitudes.

Sur le plan international, il existe toute une série de normes qui peuvent s'appliquer, directement ou indirectement, aux enfants employés de maison. Outre la Convention relative aux droits de l'enfant, qui date de 1989, et le texte précédent, la Déclaration des droits de l'enfant (1959), on peut citer les Conventions des Nations Unies contre l'esclavage (1926 et 1956), les Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques, et aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), et la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il faut encore mentionner les normes de l'OIT qui ont été utilisées, ou interprétées, pour couvrir l'exploitation des enfants employés de maison, y compris la Convention n° 138 concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973) et la Convention n° 29 sur le travail forcé ou obligatoire (1930) (voir page 23 certaines des dispositions pertinentes de ces traités). L'OIT prépare actuellement **de nouvelles normes relatives au travail des enfants**.

Toutefois, la plupart de ces normes ne sont pas invoquées pour protéger les enfants employés de maison; nous avons vu plus haut pour quelles raisons. La Convention supplémentaire de 1956 sur l'esclavage – unique instrument comportant une disposition spécifique visant à empêcher que les enfants soient cédés ou vendus pour servir de domestiques – n'a jamais été invoquée par des autorités nationales, et ce bien que plus de 100 pays l'aient ratifiée<sup>60</sup>. Depuis 1930, la

Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations – qui surveille l'application des normes de l'OIT – a eu l'occasion de formuler des commentaires sur une large gamme de pratiques concernant les enfants travailleurs domestiques.

Il ressort clairement de tout ceci que le problème des enfants employés de maison demeure une question difficile à traiter sous l'angle des droits de l'homme et des normes internationales du travail. On a aussi fait valoir que bon nombre de ces normes auraient été définies de manière trop ambitieuse pour avoir la moindre chance d'être respectées au plan national (dans le cas de la Convention supplémentaire de 1956 sur l'esclavage, la norme est fixée à 18 ans). Concrètement, il en résulte que tous les enfants travaillant comme employés de maison, y compris les plus jeunes et les plus vulnérables, demeurent sans protection<sup>61</sup>.

Le Comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant a contribué à maintenir l'attention sur les questions touchant le travail des enfants dans son dialogue avec les États concernés. Dans ses observations finales, il a explicitement indiqué à plus de 20 reprises la nécessité d'être attentif au problème des enfants employés de maison, la plupart du temps en insistant sur la nécessité, en premier lieu, de réformer la législation nationale. Il a aussi à maintes reprises émis des commentaires sur les faiblesses de l'application des dispositions

existantes, et, dans le cas du Bangladesh, sur "la non-mise en application, par les organes chargés de faire respecter la loi, de la législation existante à tous les niveaux"<sup>62</sup>.

Dans une observation de grande portée sur le rapport initial présenté par le Sri Lanka en 1995, le Comité engage l'État partie à "porter dûment son attention sur les enfants qui travaillent comme domestiques et [à] encourager, par la voie de la promotion et de l'application de la Convention, une évolution des mentalités et des comportements"<sup>63</sup>. C'était là un message important à l'adresse des autorités sri-lankaises, qui venait appuyer les efforts des ONG locales ainsi que ceux de l'UNICEF et de l'OIT.

Bien que les lois nationales et les conventions internationales semblent exercer des effets limités au niveau de la réglementation, elles peuvent avoir un effet sur l'évolution du débat et sur les comportements. Leur existence peut contribuer à orienter l'évolution de la société afin d'assurer une plus grande prise de conscience de la situation des enfants employés comme domestiques et, à terme, une meilleure protection. Il ne fait aucun doute que les normes internationales ont déjà joué un rôle important, tant pour remettre en question les attitudes courantes que pour aider à mettre en pleine lumière cette forme souvent oubliée de travail des enfants<sup>64</sup>.



### De nouvelles normes de l'OIT concernant le travail des enfants

L'OIT prépare actuellement une nouvelle norme concernant les "pires formes" de travail des enfants. Ce projet de texte, qui devrait faire l'objet d'un ultime examen lors de la Conférence internationale du travail, la conférence annuelle de l'OIT, en juin 1999, prendra sans doute la forme d'une convention juridiquement contraignante pour les États qui la ratifieront, et d'une recommandation non contraignante, contenant des principes d'application.

Dans sa rédaction actuelle, le projet de convention propose l'interdiction de quatre formes de travail des enfants : l'esclavage et les pratiques analogues, y compris la vente et la traite des enfants; l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales; le travail susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant; enfin, l'utilisation d'un enfant pour des activités illicites telles que le trafic de stupéfiants. La recommandation propose de considérer toutes ces catégories, sauf le travail dangereux pour la santé, comme des infractions pénales.

Le travail des enfants comme employés de maison n'est pas explicitement mentionné, mais la nouvelle convention invite les États qui la ratifient à "prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour (...) identifier les enfants exposés à des risques particuliers, entrer en contact direct avec eux, et tenir compte de la situation particulière des filles." En outre, la Recommandation exige qu'une attention particulière soit accordée "au problème des travaux exécutés dans des situations qui échappent aux regards extérieurs, où les filles sont exposées à des risques particuliers". La définition des pires formes de travail des enfants doit inclure "les travaux qui s'effectuent (...) pendant de longues heures, ou la nuit, ou sans possibilité pour l'enfant de rentrer chez lui chaque jour." Toutefois, malgré ces principes directeurs, ni la Convention ni la Recommandation ne précisent explicitement les circonstances dans lesquelles les enfants peuvent ou ne devraient pas travailler comme domestiques.

# COMMENCER PAR LE COMMENCEMENT

par Maggie Black et Jonathan Blagbrough, *Anti-Slavery International*

Pour tous ceux qui luttent contre le travail des enfants, la prise de conscience du fait que le travail domestique constitue sans doute la forme à la fois la plus répandue et la plus négligée de travail des enfants représente un véritable défi. Simultanément, le fait que ce travail soit accompli, dans une écrasante majorité des cas, par des filles, et que la vulnérabilité associée à leur forme d'emploi les expose potentiellement à la violence et aux abus sexuels, ne fait qu'exacerber le dilemme.

Pourtant, comme le présent *Digest* le montre amplement, il importe de réfléchir avec attention aux mesures qu'il est possible d'entreprendre au nom des enfants domestiques si l'on entend réellement entreprendre une action efficace plutôt que de provoquer des controverses stériles. Pourquoi ? Parce que rien ne saurait être fait pour améliorer la situation des enfants employés de maison sans la participation des personnes qui les emploient, et parce que susciter la colère contre les employeurs des enfants domestiques – qui sont souvent des membres importants de la société – n'est pas un bon moyen de s'assurer leur concours.

Il s'agit dans un premier temps d'identifier les questions essentielles. Le travail des enfants employés comme domestiques n'est pas facile à cataloguer. Certains y voient un problème relevant de la servitude : l'enfant domestique est sous la houlette exclusive d'adultes qui ne sont pas ses parents, son travail quotidien sert les intérêts de ses employeurs et non les siens, et il n'est pas rémunéré. D'autres y voient plutôt un système de "fausse adoption", dans lequel un enfant est recueilli et hébergé pour être exploité et non pour faire l'objet d'attention et de soins. Pour d'autres encore, il s'agit d'un problème d'exploitation économique, même si dans de nombreuses sociétés le travail domestique n'est pas une forme reconnue de travail ou n'est pas régi par la réglementation du travail. Enfin, d'autres considèrent que c'est une question qui concerne le développement et la protection de l'enfant, puisque ces enfants se voient nier

la scolarité, l'attention de leurs parents pendant leur éducation, l'interaction sociale avec leurs semblables, ainsi que d'autres droits et attributs d'une enfance normale.

Les enjeux varient d'ailleurs considérablement en fonction de l'âge de l'enfant domestique. Le spectacle de très jeunes enfants placés en situation de servitude et exploités dès la plus tendre enfance est contraire à tous les principes juridiques et moraux, et ne peut que susciter une grave préoccupation. En pareil cas, les thèmes de la servitude et de la "fausse adoption" sont pertinents. Les questions de développement et de protection de l'enfance sont aussi touchées, puisque le fait de refuser la scolarisation, le jeu et le loisir portent gravement atteinte à l'enfance. Ceci dit, la menace d'abus et d'exploitation sexuels est certainement moindre pour les enfants plus jeunes. Une fois que l'enfant a atteint l'âge de la puberté, ce risque croît. Parallèlement, d'autres questions peuvent perdre un peu d'importance : de nombreux enfants dans les sociétés concernées quittent l'école vers 12 ans et commencent alors à chercher des possibilités d'emploi lucratif. Vers l'âge de 15 ans, l'emploi est légal, et il peut alors y avoir des éléments de choix dans la situation des enfants domestiques.

Pourtant, faire reconnaître l'un ou l'autre de ces problèmes constitue une tâche très ardue dans des sociétés où les enfants sont fréquemment employés comme travailleurs domestiques. La plupart des employeurs considèrent qu'ils rendent service aux enfants – même aux très jeunes – et à leurs familles. S'ils exercent une discipline sévère, ce n'est que pour le bien de l'enfant. Après tout, ils leur apprennent à nettoyer, à préparer les repas, à s'occuper des petits enfants et à effectuer toutes ces tâches avec un esprit de sacrifice docile. Quelle meilleure préparation, en somme, à leur future existence de femme au foyer ?

Dans certains cas, les employeurs prennent très au sérieux leur protection des intérêts des jeunes filles. Ils s'engagent à leur trouver des maris convenables; entendez des maris qui pourraient, du point de vue de la famille de la jeune fille, être meilleurs que celui qu'elles

auraient pu trouver. Dans un grand nombre de ces sociétés, le sens de la hiérarchie sociale est extrêmement fort. Dans des pays tels que l'Indonésie, les Philippines ou le Bangladesh, personne ne considère que les mêmes règles et les mêmes codes pourraient s'appliquer au groupe social dont sont issus ces enfants et au milieu de l'employeur. Comment amener ces employeurs – des femmes en majorité – à voir les choses d'un œil nouveau, et à adopter le point de vue selon lequel ces enfants ont exactement les mêmes droits que leurs propres enfants ? Il faut pour cela s'attaquer à des valeurs sociales que la majeure partie des membres de la société – qu'ils soient riches ou pauvres, de rang social élevé ou faible – tiennent pour acquises. Une telle perspective peut paraître désirable, mais l'affrontement direct ne représente pas un moyen efficace pour y parvenir.

Il est sans doute bien plus facile de se scandaliser et de faire grand tapage autour des cas individuels de torture et de mauvais traitements d'un enfant domestique bien précis – et les cas de ce genre, à n'en pas douter, existent bel et bien. Toutefois, ils ne sont pas la norme. Si tel était le cas, ils ne seraient pas signalés dans la presse comme des aberrations. Il est vrai que certains de ces incidents n'entraînent pas les mesures de police et les mesures juridiques qu'ils sembleraient exiger contre les responsables de ces actes, et que ces cas, en renforçant le sentiment d'indignation contre des agissements cruels et barbares, augmentent les chances de voir les employeurs violents et coupables d'abus recevoir des autorités le traitement qu'ils méritent. C'est précisément pour cette raison, et pour aucune autre, que ce genre de cas devrait se voir donner un large écho. En revanche, "étiqueter" l'ensemble des employeurs, sans distinction, de cette manière n'est guère utile pour la grande masse des enfants domestiques.

Mettre en exergue la question des enfants domestiques en faisant beaucoup de battage autour des abus peut entraîner de gros problèmes dans les tentatives de convaincre les employeurs et les autres de voir la question

différemment. Certes, on suscite ainsi une prise de conscience des mauvais traitements, mais en même temps on risque de fausser le débat, en renforçant l'idée selon laquelle il y a de bons et de mauvais employeurs, plutôt que de faire comprendre que le travail des enfants comme employés de maison est problématique en soi. Plutôt que d'alerter les employeurs, on risque d'accréditer l'idée selon laquelle la plupart des enfants qui travaillent quotidiennement bénéficient jour après jour de la gentillesse de leur employeur.

Il y a indubitablement des aspects de cette pratique qui sont universellement inacceptables et qui exigent une action immédiate et systématique. Les défenseurs des droits de l'enfant et les adversaires du travail des enfants – y compris Anti-Slavery International (ASI) – soutiennent fortement ce point de vue. L'emploi d'enfants âgés de moins de 12 ans, ou plus jeunes que l'âge minimal légalement accepté, est inacceptable. Il en est de même des situations dans lesquelles des enfants travaillent dans des conditions proches de l'esclavage, sont asservis ou font l'objet de traite. En outre, toutes les formes de sévices grossiers, de négligence, de torture, de violence ou d'abus sexuel commis à l'encontre d'enfants domestiques sont inacceptables, et lorsque de tels actes se produisent, il faut que les coupables soient activement et publiquement poursuivis et sévèrement sanctionnés.

Pour les enfants domestiques qui ont dépassé l'âge minimal, le travail de sensibilisation doit être axé sur l'amélioration des conditions d'emploi et de travail. Il faut pour cela activement œuvrer afin de persuader les employeurs de repenser toute leur attitude par rapport aux jeunes domestiques et à leurs pratiques de travail. Des horaires de travail illimités, l'absence de rémunération, l'isolement de la famille et des autres enfants, le manque de possibilités de scolarisation, de jeu et de loisirs, le fait d'être traité comme des inférieurs par rapport aux enfants de l'employeur et plusieurs autres formes de discrimination, sont autant d'éléments qui constituent des violations des droits de l'enfant. Pourtant, elles ne seront pas perçues comme telles par un employeur qui n'admet pas que l'enfant domestique est un "travailleur" ou un "employé", plutôt qu'un enfant d'une famille pauvre et dont il "s'occupe".

Il faut susciter un changement radical d'attitude pour passer de la notion de "travail comme aide en échange de l'entretien" à celle de "travail comme emploi". L'idée qu'il s'agit bien d'un "emploi", sujet par conséquent à des

notions telles que horaires de travail et jours de congé, devrait être une partie importante du travail de sensibilisation. La tâche ne sera pas aisée. Les arrangements concernant les devoirs et les responsabilités respectifs de personnes vivant dans un même ménage – qu'ils soient ou non membres d'une même famille – ont toujours fait l'objet d'accords privés, fortement influencés par l'usage social et familial. Même lorsque des lois et des règlements concernant les employés de maison existent et devraient être appliqués, comme c'est le cas dans les pays industrialisés, les arrangements officieux prédominent encore bien souvent. C'est donc l'attitude et le comportement des employeurs à l'égard de leurs domestiques qui continuera, dans un avenir prévisible, à régir la grande majorité des situations de travail.

Et pourtant, il est possible d'effectuer un travail de sensibilisation. Toute personne sensée comprend aisément que les employés de maison, quel que soit leur âge, apportent une contribution importante au fonctionnement du ménage de leur employeur. Reconnaître ce fait est un petit pas vers la reconnaissance de leur statut de travailleur, même si cette reconnaissance est théorique plutôt que juridique. Rares sont les pays dotés d'une législation spécifique protégeant les personnes – adultes comme enfants – qui vivent et travaillent au domicile d'autrui, mais la plupart des pays disposent bien de normes minimales largement connues relatives au traitement des travailleurs (tout spécialement les enfants travailleurs), concernant les horaires de travail, la rémunération et les congés. L'application de ces normes permettrait d'améliorer de manière fondamentale la situation de millions d'enfants domestiques.

Toutefois, ce changement d'attitude adviendra par la persuasion, par la pression sociale et par l'exemple donné d'en haut. Il est impossible, dans les sociétés en question, de faire respecter la loi au cas par cas dans un ménage après l'autre. La seule façon de garantir que les enfants domestiques se voient accorder la protection dont ils ont besoin est de veiller à ce que les employeurs reconnaissent la valeur des normes relatives aux droits de l'enfant et à la protection de l'enfance pour chaque enfant, et acceptent l'importance de la définition de normes de base pour l'emploi de tous les domestiques, et en particulier les plus jeunes, dans leur foyer.

Certaines ONG, telles que Shoishab Bangladesh (voir encadré page 13), font un travail de pionnier auprès des employeurs. Ce groupe, qui travaille auprès d'enfants domestiques et de leurs patrons, accomplit un travail

intense de sensibilisation dans un quartier de banlieue de Dacca, grâce auquel il a contribué à susciter un changement d'attitude chez les employeurs. Ceux-ci admettent maintenant la nécessité d'assumer la responsabilité morale et financière des enfants domestiques qui travaillent pour eux, et ils ont même entrepris des activités pour influencer l'opinion publique parmi d'autres employeurs dans leur commune. Ils ont défini des normes sur le plan local concernant le traitement des enfants employés de maison, qui sans avoir force de loi, sont néanmoins respectées grâce à l'exemple et à la pression de chacun.

Les bases du travail de sensibilisation doivent aussi être posées. Des informations à caractère anecdotique ne sont pas suffisantes pour mettre en branle une transformation profonde des manières de voir d'une société. Il est indispensable de disposer d'informations solides, collectées si possible dans le cadre d'activités destinées à aider les enfants domestiques. Il peut s'agir de projets éducatifs, ou de foyers d'accueil et de centres sociaux tels que ceux qui sont décrits dans le présent *Digest*; c'est par ce type d'activité que Shoishab a commencé son travail, et c'est grâce à lui que l'organisation a acquis la confiance des enfants domestiques et des employeurs. Il devrait d'autre part aller de soi que le travail de sensibilisation doit être mené par des acteurs locaux : ONG, groupes de femmes, organisations de défense des droits de l'homme, de préférence en association. Les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, peuvent apporter un appui, mais c'est de la société elle-même que doit venir l'initiative.

Les débats internationaux sur le travail des enfants surmontent progressivement l'"invisibilité" des enfants domestiques. À long terme, cependant, seul un changement d'attitudes dans les sociétés et dans les ménages permettra de réellement améliorer leur sort. C'est bien là l'objectif qu'il convient de viser. C'est ici que l'encouragement des droits de l'enfant et la création d'un climat dans lequel le développement de tous les enfants – y compris les plus pauvres et les plus défavorisés – se voit accorder le poids nécessaire peuvent faire véritablement la différence. Avec le temps, le spectacle d'un enfant au service d'un autre enfant, assimilant un sentiment d'infériorité et de servilité dans son éducation, travaillant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et, comme Cendrillon, priant pour une libération magique, sera enfin relégué aux oubliettes. □



**Cette section contient des informations sur quelques-unes des principales organisations intergouvernementales et ONG internationales et régionales actives dans des domaines concernant le travail des enfants employés de maison. On y trouvera également des informations concernant quelques-unes des organisations locales citées dans le texte.**

Cette liste ne prétend pas être exhaustive, et elle n'entend pas davantage présenter les organismes cités par ordre de priorité ou selon un classement quelconque. Il s'agit simplement d'une première tentative de poser quelques jalons dans un domaine éminemment complexe. Nous espérons que les points de contact mentionnés permettront d'établir des liens avec des organismes de type différent – organisations professionnelles internationales et nationales, ONG nationales et autres instances nationales – dont les activités pourraient être pertinentes. Enfin, nous avons fait figurer les adresses Internet de quelques sites Web disponibles en mars 1999; il va de soi que ces informations sont sujettes à modification.

## Organisations intergouvernementales

Au sein du système des Nations Unies, il existe de nombreuses organisations qui ont des responsabilités en matière de travail des enfants et de politiques internationales dans ce domaine, y compris touchant le travail des employés de maison. L'OMS et l'UNESCO ont étudié la question sous l'angle de la santé et de l'éducation. L'UNICEF a une politique bien arrêtée pour ses activités en faveur des enfants ayant besoin de mesures de protection particulières, politique fondée sur la Convention relative aux droits de l'enfant et qui est mise en œuvre par l'intégration de ces questions dans les programmes existants, en matière notamment d'éducation et de sensibilisation, et par la mise en place de réseaux spécifiques d'appui technique au plan national, régional et mondial. La division des programmes de l'UNICEF à New York dispose d'une section de protection de l'enfant, qui met l'accent entre autres sur les enfants domestiques. Un certain nombre d'organes des Nations Unies créés en vertu des traités des droits de l'homme ont aussi traité de la question des enfants employés de maison au cours de leurs travaux, comme on le constatera dans la section "Documents de portée générale" qui figure à la fin du présent *Digest*. Il s'agit notamment du Comité des droits de l'enfant et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, sans oublier la Commission des droits de l'homme – en particulier par les activités de son Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes ainsi que de son Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage, créé par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. L'organisation des Nations Unies qui s'occupe le plus intensément du travail des enfants domestiques, souvent en collaboration avec l'UNICEF, est l'Organisation internationale du Travail, dont on trouvera ci-dessous les coordonnées.

Organisation internationale du travail  
Programme international pour  
l'abolition du travail des enfants  
(IPEC)

4, route des Morillons  
CH-1211 Genève 22  
Téléphone : +41 22 7998181  
Télécopie : +41 22 7998771  
Courrier électronique : [ipec@ilo.org](mailto:ipec@ilo.org)

### Contact

Werner K. Blenk, directeur de programme

### Année de fondation

OIT : 1919, IPEC : 1992

### Couverture géographique

Amérique latine, Asie, Afrique

### Activités

Le Programme IPEC s'efforce de définir des méthodes et de développer des capacités institutionnelles pour lutter contre les formes invisibles du travail des enfants, y compris le travail des enfants en tant que domestiques. Il appuie des programmes d'action à l'échelle nationale pour les enfants domestiques dans 10 pays : Bangladesh, Brésil, Inde, Indonésie, Kenya, Népal, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie et Thaïlande. Parmi les activités figurent la sensibilisation, la formation professionnelle, l'éducation extra-scolaire, l'orientation, l'aide juridique et l'assistance médicale, ainsi que d'autres services d'appui et de vulgarisation.

Le Programme IPEC exerce aussi des activités de recherche pour identifier les lacunes législatives. À l'échelon international, l'IPEC a coopéré avec Anti-Slavery International pour préparer un manuel contenant des instructions pour la recherche et l'action destiné aux organisations souhaitant entreprendre des activités dans ce domaine. L'IPEC propose aussi l'adoption de nouvelles normes internationales du travail qui auraient un effet sur les enfants domestiques.

### Page d'accueil sur le Web

Contient des informations détaillées sur les activités du Programme IPEC de l'OIT concernant le travail des enfants domestiques et des informations sur le travail des filles.

<http://www.ilo.org/public/french/90ipec/index.htm>

## ONG internationales et régionales

Anti-Slavery International (ASI)

Thomas Clarkson House  
The Stableyard  
Broomgrove Road  
Londres SW9 9TL  
Royaume-Uni  
Téléphone : +44 (0) 171 9249555  
Télécopie : +44 (0) 171 7384110  
Courrier électronique : [antislavery@gm.apc.org](mailto:antislavery@gm.apc.org)

### Contact

Jonathan Blagbrough, chargé de programme sur le travail des enfants

### Année de fondation

1839

### Couverture géographique

Monde entier

## Activités

Milité pour l'éradication de l'esclavage et des pratiques esclavagistes, ainsi que pour la libération de toute personne victime de ces fléaux. ASI a publié un manuel, en collaboration avec le Programme IPEC de l'OIT, pour la recherche et l'action en matière d'enfants domestiques, qui offre aux ONG un guide méthodique leur permettant d'en savoir plus et d'agir dans ce domaine. ASI continue à faire connaître les abus et l'exploitation dont sont victimes les enfants domestiques par un travail de recherche et au moyen de campagnes. ASI a réalisé des études sur les enfants employés de maison au Bangladesh, au Togo et en Indonésie, et entreprend actuellement des études au Bénin, à Chennai (ex-Madras) et au Costa Rica. L'organisation a récemment organisé une campagne sur la traite des enfants domestiques en Afrique de l'Ouest.

### Services d'information

Les membres d'ASI reçoivent un bulletin trimestriel, *The Reporter*, peuvent louer gratuitement des vidéos et bénéficient d'offres spéciales sur toutes les nouvelles publications. La bibliothèque d'ASI est ouverte au public du lundi au vendredi; on peut obtenir une liste des publications à l'adresse ci-dessus.

### Page d'accueil sur le Web

Le site de l'ASI (qui comporte quelques pages en français), donne des informations sur les campagnes les plus récentes de l'organisation, ainsi que des nouvelles, des informations sur les publications, sur l'histoire d'ASI, sur l'esclavage à l'époque moderne, sur le rôle d'ASI dans la lutte contre l'esclavage, sur les modalités d'adhésion et sur la manière de participer aux différentes campagnes. On trouve aussi sur le site les textes des interventions d'ASI devant le Groupe de travail des Nations Unies sur les formes contemporaines d'esclavage en 1997 et 1998.

<http://www.charitynet.org/~asi>

Child Workers in Asia (CWA)

Adresse postale complète :

P. O. Box 29 Chandrakasem  
Bangkok 10904  
Thaïlande

Adresse postale :

16/32 Charoensuk Nivet  
Ratchadapisek Road 36  
Bangkok 10900  
Thaïlande

Téléphone : +662 9300855, 9305316

Télécopie : +662 9300856

Courrier électronique : [cwanet@loxinfo.co.th](mailto:cwanet@loxinfo.co.th)

### Contact

Taneeya Runcharoen, Secrétaire exécutif

### Année de fondation

1985

### Couverture géographique

Asie du Sud : Bangladesh, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Sri Lanka  
Asie du Sud-Est : Cambodge, Laos, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam

### Activités

Activités régionales avec des organisations associées dans les pays asiatiques; anime en

coopération une équipe spéciale régionale sur les enfants domestiques; publie des informations de première main sur les enfants domestiques en collaboration avec des ONG associées.

#### Services d'information

Publie un bulletin trimestriel, *Child Workers in Asia*; publications thématiques dont l'une est intitulée *Behind Closed Doors: Child Domestic Workers*; produit aussi un CD-ROM contenant une banque d'images sur les enfants au travail en Asie ("Images of working children in Asia").

#### Page d'accueil sur le Web

Archives des anciens numéros (1996-1997) du bulletin *Child Workers in Asia*, qui contiennent de nombreux articles sur les enfants domestiques; dernières informations sur les activités de CWA; forum pour les enfants travailleurs. Liens avec d'autres sites concernant le travail des enfants.  
<http://www.cwa.tnet.co.th>

Défense des Enfants-International  
Section costaricaine (DEI Costa Rica)  
P.O. Box 4594-1000

San José

Costa Rica

Téléphone : +506 2228043/2579414

Télécopie : +506 2581027/2255257

Courrier électronique : [dnicos@sol.racs.co.cr](mailto:dnicos@sol.racs.co.cr)

Page d'accueil sur le Web : en préparation.

#### Contact

Virginia Murillo, Président exécutif

#### Année de fondation

Section costaricaine : 1994

#### Couverture géographique

Amérique centrale et Caraïbes

#### Activités

Effectue des travaux de recherche sur les activités de substitution au travail des enfants, sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants, sur la violence à l'égard des enfants et sur le travail domestique des enfants; organise des programmes de formation; diffuse les résultats de travaux de recherche; administre des programmes pour enfants et adolescents. L'organisation est membre du Comité national contre le travail des enfants et soutient le Forum national sur le travail domestique des enfants.

#### Services d'information

DEI Costa Rica dispose d'un centre de référence sur les droits de l'enfant doté de matériel éducatif et de formation.

Environnement et développement  
du tiers monde / Jeunesse action  
(ENDA TM/Jeuda)

54, rue Carnot

B.P. 3370

Dakar

Sénégal

Téléphone : +221 8212113/8217403

Télécopie : +221 8235157

Courrier électronique : [jeuda@enda.sn](mailto:jeuda@enda.sn)

Page d'accueil sur le Web :

<http://www.enda.sn>

#### Contact

Fabrizio Terenzio

Coordonnateur régional de ENDA Jeuda

#### Année de fondation

1972

#### Couverture géographique

Afrique, Amérique latine, Asie et Europe

#### Activités

Soutient des groupes d'auto-assistance ainsi que des initiatives économiques et de santé; encourage l'autodéfense; organise des cours d'éducation extra-scolaire; offre des services de formation à la gestion et une formation aux techniques de la "recherche action participative"; offre des cours de tricot, de crochet, de couture, de teinture et de cuisine.

#### Services d'information

Publie la *Lettre de la Rue*, un bulletin de liaison et d'appui pour les enfants au travail et les enfants des bidonvilles, avec des articles rédigés par les enfants eux-mêmes.

Fréquence : un numéro par an, tiré à 12 000 exemplaires; 17 numéros parus à ce jour. Les enfants travailleurs vendent eux-mêmes le journal, qui est aussi envoyé gratuitement dans le monde entier. Existe en quatre langues (français, anglais, portugais et espagnol). Publie aussi *Jeuda* (trois ou quatre numéros par an), qui traite de questions touchant la jeunesse en Afrique, en Amérique latine et en Inde. Plus de 100 numéros parus à ce jour, la plupart en français, avec quelques numéros en anglais, portugais et italien. Fournit aussi des informations sur les futures réunions des organisations de jeunes rassemblant des enfants travailleurs et publie des rapports ou déclarations à l'issue des réunions.

Bureau international catholique  
de l'enfance (BICE)

63, rue de Lausanne

CH-1202 Genève

Suisse

Téléphone : +41 22 7313248

Télécopie : +41 22 7317793

Courrier électronique : [bice@dia.eunet.ch](mailto:bice@dia.eunet.ch)

#### Contact

Secrétaire général

#### Année de fondation

1948

#### Couverture géographique

Internationale

#### Activités

Mène diverses activités, dont des services d'aide psychologique; sensibilisation aux droits et aux responsabilités, en tablant sur les facultés de résistance et les capacités potentielles des travailleurs domestiques ainsi que leurs aptitudes à l'auto-assistance; aide juridique, en particulier en cas de licenciement (versement d'indemnités); activités d'éducation et de formation professionnelle (alphabétisation, économie du ménage, couture); éducation sanitaire, y compris éducation sexuelle et prévention du sida; soins de santé primaires; amélioration des conditions de travail (jour de congé hebdomadaire); mesures pour encourager la participation aux activités de formation

offertes par le BICE; médiation entre les domestiques et leurs employeurs; aide pour obtenir des pièces d'identité valables; création des agences de placement pour les employés domestiques; rapports avec les autorités et avec d'autres ONG; campagnes de presse pour susciter une prise de conscience du public et pour susciter une mobilisation sociale.

#### Services d'information

Information sur la situation actuelle des enfants domestiques, articles de journaux, publication de *Enfants domestiques à Abidjan*, vidéo de 8 minutes sur Josiane, employée de maison à Abidjan (en français).

Alliance internationale

Save the Children

275-281 King St.

Londres W6 9LZ

Royaume-Uni

Téléphone : +44 181 748 2554

Télécopie : +44 181 2378000

Courrier électronique : [info@save-children-alliance.org](mailto:info@save-children-alliance.org)

#### Contact

Rachel Marcus et Diana Dalton

#### Année de fondation

1919

#### Couverture géographique

Internationale

#### Activités

Travail d'information dans des réunions locales, régionales et internationales sur des questions touchant le travail des enfants, y compris les enfants domestiques. Par ses membres individuels ou des coalitions de membres dans certaines régions, apporte un appui technique ou financier à des organisations actives dans le domaine des enfants employés de maison.

#### Services d'information

Publications et rapport annuel

Society for the Protection

of the Rights of the Child (SPARC)

No.7, Second Floor,

109-West, Sardar Begum Plaza,

Blue Area, P.O. Box 301

Islamabad

Pakistan

Téléphone : +92 51 279255

Télécopie : +92 51 279256

Courrier électronique :

[Sparc@associates.sdnppk.undp.org](mailto:Sparc@associates.sdnppk.undp.org)

#### Contact

Anees Jillani, Coordonnateur national

#### Année de fondation

1992

#### Couverture géographique

Asie du Sud

#### Activités

Effectue des travaux de recherche sur des questions touchant les droits de l'enfant; cherche à sensibiliser l'opinion par des activités de sensibilisation, en diffusant des informations et en exerçant des pressions sur les gouvernements. Une campagne de sensibilisation lancée dernièrement, intitulée "Un enfant au travail, c'est un avenir

anéanti", vise les employeurs des enfants domestiques.

## Services d'information

Publications et informations récentes sur des questions touchant les droits de l'enfant.

Association mondiale  
pour les orphelins  
et les enfants abandonnés  
(Action to Stop Child Exploitation)  
(WAO-AFRIQUE)

399, 168 rue Tokoin Solidarité  
B.P. 80242

Lomé

Togo

Téléphone : +228 214113

Télécopie : +228 217345

Courrier électronique :

wao-afrique@bibway.com

## Contact

Cléophas Mally, Directeur

## Année de fondation

1990

## Couverture géographique

Huit pays d'Afrique

## Activités

Réalise des enquêtes, offre des services  
d'éducation extra-scolaire, organise des  
activités génératrices de revenus, mène des  
activités de sensibilisation et encourage la  
mobilisation sociale.

## Services d'information

Résultats d'enquêtes, expériences avec le  
programme communautaire

## Organisations locales

Foyer Maurice Sixto

Brochette 99, rue St.-Luis #89

Carrefour

Boîte 11095

Haïti

Téléphone : +509 342637

## Contact

Miguel Jean-Baptiste, Directeur

Fundação Abrinq pelos

Direitos da Criança

Rua Lisboa, 224 — Jardim América

CEP 05413-000

São Paulo — SP

Brésil

Téléphone : +55 11 8810699

Télécopie : +55 11 8810699

Courrier électronique: info@fundabrinq.org.br

Page d'accueil sur le Web :

<http://www.fundabrinq.org.br> (voir section  
/trabalho infantil)

## Contact

Sérgio Mindlin, Président

Kuleana

P.O. Box 27

Mwanza

Tanzanie

Téléphone : +255 68 500911

Télécopie : +255 68 500486

Courrier électronique :

kuleana@sukumanet.com

National Domestic Workers'  
Movement

104-A, St. Mary's Apartments

Nesbit Road

Mazagon

Mumbai – 400 010

Inde

Téléphone : +91 22 3780903, 3702498

Télécopie : +91 22 3771131

Courrier électronique :

admin@hwm.ilbom.ernet.in

## Contact

Jeanne Devos, ICM

Shoishab Bangladesh

9/7 Iqbal Road

Mohammadpur

Dacca – 1207

Bangladesh

Téléphone : +880 2 819873

Télécopie : +880 2 9122130

Visayan Forum Foundation

2873 Lamayan St

Sta. Ana

Quezon City

Metro Manila

Philippines

Tél. : +63 2 563 4514

Télécopie : +632 563 4514

Courrier électronique : visforum@skyinet.net

## Contact

Cecilia Flores Oebanda



## Bibliographie

- <sup>1</sup> Anti-Slavery International, "Child servitude: children working as domestic servants", exposé de l'ASI devant le Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme, juin 1996.
- <sup>2</sup> Anti-Slavery International, "How to prohibit child servitude and slavery", document de discussion préparé pour la Conférence d'Amsterdam sur le travail des enfants, organisée par le gouvernement des Pays-Bas avec l'appui de l'OIT, 26-27 février 1997.
- <sup>3</sup> Anti-Slavery International, *Enslaved Peoples in the 1990s*, ASI, Londres, 1997.
- <sup>4</sup> Anti-Slavery International, "Introducing and Enforcing Standards on Child Labour", déclaration de l'ASI devant la Conférence internationale d'Oslo sur le travail des enfants organisée par le gouvernement de la Norvège avec la participation de l'OIT et de l'UNICEF, 27-30 octobre 1997.
- <sup>5</sup> Anti-Slavery International et WAO-Afrique, *Children Working in Domestic Service in Togo*, ASI et WAO-Afrique, Lomé, 1994.
- <sup>6</sup> Bequale, A. et W. E. Myers, *First things first: Eliminating work detrimental to children*, UNICEF/OIT, Genève, 1995.
- <sup>7</sup> Black, M., "In search of a workable methodology for analysing the situation of child domestic workers", document de travail, Anti-Slavery International, Londres, 1993.
- <sup>8</sup> Black, M., "Research methods relating to child domestic workers", rapport succinct du séminaire organisé par Anti-Slavery International à Charney Manor, Oxfordshire (Royaume-Uni), 22-24 janvier 1996.
- <sup>9</sup> Black, M., *Child Domestic Workers: A handbook for research and action*, Anti-Slavery International avec l'assistance technique et financière du Programme IPEC de l'OIT, Londres, 1997.
- <sup>10</sup> Black, M., "Caged birds, silent song", article paru dans le numéro du *New Internationalist* sur le travail des enfants, juillet 1997.
- <sup>11</sup> Black, M. en collaboration avec le comité scientifique, "A report on the Child Labour Section, 1997", rapport de la conférence sur les enfants des villes organisée par le Norwegian Centre for Child Research, Childwatch International et d'autres partenaires, Trondheim, Norvège, 9-12 juin 1997. Voir aussi à l'adresse Internet <http://childhouse.uio.no/childwatch/cwi/projects/labour.html>.
- <sup>12</sup> Blagbrough, J., *Child Domestic Work in Indonesia, a preliminary situation analysis*, Anti-Slavery International avec l'appui du Programme IPEC de l'OIT, Londres, 1995.
- <sup>13</sup> Blanchet, T., *Lost Innocence, Stolen Childhoods*, University Press Limited/Radda Barnen, Bangladesh, 1996.
- <sup>14</sup> Boyden, J., B. Ling et W. Myers, *What Works for Working Children*, Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant et Radda Barnen, Suède, 1998.
- <sup>15</sup> Bwibo, N. O. et P. Onyango, "Final report of the child labour and health research", Université de Nairobi, Nairobi, 1987.
- <sup>16</sup> Camacho, A. Z. V., *Family, Child Labour and Migration: A Study of Child Domestic Workers in Metro Manila*, Université des Philippines, Manille, 1997.
- <sup>17</sup> Camacho, A. Z. V., C. Flores-Oebanda, V. Montano, R. R. Pacis et R. Robidillo, "The Phenomenon of Child Domestic Work: Issues, Responses and Research Findings", document présenté par Visayan Forum lors de la consultation régionale asiatique sur les enfants employés de maison, organisée avec l'appui du Programme IPEC de l'OIT, Manille, 19-23 novembre 1997.
- <sup>18</sup> Childscope, "Domestic Child Labour Through the Eyes of Sri Lanka", document présenté lors de la consultation régionale asiatique sur les enfants employés de maison, organisée avec l'appui du Programme IPEC de l'OIT, Manille, 19-23 novembre 1997.
- <sup>19</sup> Child Workers in Asia et Save the Children, "Invisible Children: Child Work in Asia and the Pacific", CWA/Alliance internationale Save the Children, Bangkok, 1997.
- <sup>20</sup> Child Workers in Asia, *CWA Newsletter*, "Child Domestic Workers, Philippines", vol. 12, no. 3, juillet-septembre 1996, à l'adresse Internet <http://www.cwa.tnet.co.th/v12-3/vol16n23.htm>, janvier 1999.
- <sup>21</sup> Child Workers In Nepal, *Voice of Child Workers*, no. 10, 1991.
- <sup>22</sup> Deb, S., Mode Research (Inde), "Harassment of Urban Girl Children Engaged in Domestic Work", rapport présenté à la section sur le travail des enfants de la conférence sur les enfants des villes organisée par le Norwegian Centre for Child Research, Childwatch International et d'autres partenaires, Trondheim (Norvège), 9-12 juin 1997.
- <sup>23</sup> Effah, J., *Modernized Slavery: Child Trade in Nigeria*, Constitutional Rights Project, Lagos, 1996.
- <sup>24</sup> Ennew, J., "Maids of all work", article paru dans le numéro spécial du *New Internationalist* consacré aux filles, février 1993.
- <sup>25</sup> Friedman, S. A., "Because They're Girls: Targeting the Most Intolerable Forms of Child Labour and Addressing the Invisible Labour of Girls", document préparé pour l'OIT, Genève, 1997.
- <sup>26</sup> Glasinovich, W. A., "The Work and Education of Children in Peru", in Salazar et Glasinovich (eds.), 1998.
- <sup>27</sup> Goonesekere, S., *Children in Domestic Service in Sri Lanka*, OIT, Genève, 1993.
- <sup>28</sup> Govinnage, M. et M. Nizar, "Sri Lanka's child domestics get their day in court", UNICEF feature article, 1997.
- <sup>29</sup> OIT, *Travail des enfants : l'intolérable en point de mire*, OIT, Genève, novembre 1996.
- <sup>30</sup> OIT, "Strategies and Action against Child Domestic Work", projet de rapport, OIT/IPEC, 1998.
- <sup>31</sup> OIT, "Child Domestic Workers", fiche d'information, à l'adresse Internet <http://www.ilo.org/public/english/90ipecc/action/36actaga/domestic.htm>, décembre 1998.
- <sup>32</sup> Séminaire international sur les travailleurs domestiques, "Final Report", Louvain, Belgique, avril 1997.
- <sup>33</sup> Kekeh, R. K., Afrique, *Le Trafic des Enfants au Togo*, WAO Afrique, Lomé, 1997.
- <sup>34</sup> Minnesota Lawyers International Human Rights Committee, "Restavek: Child Labour in Haiti", étude de cas, Minneapolis, 1990, cité in Salter, 1993.
- <sup>35</sup> Munyakho, D., Kenya: *Child Newcomers in the Urban Jungle*, Innocenti Studies Series, Urban Child in Difficult Circumstances, Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, Florence, 1992.
- <sup>36</sup> National Domestic Workers' Movement, *Domestic Workers — A modern manifestation of slavery*, Mumbai, India, 1998.
- <sup>37</sup> Pradhan, G., *Urban child domestic labour in Nepal*, Child Workers In Nepal, Katmandou, 1995.
- <sup>38</sup> Rahman, H., *Child domestic workers: Is Servitude the only option?* Shoishab Bangladesh, Dacca, 1995.
- <sup>39</sup> Robertson, A., "Domestic work: A modern form of slavery?", document préparé pour Anti-Slavery International pour le Séminaire international sur les travailleurs domestiques, Louvain, avril 1997.
- <sup>40</sup> Salazar, M. C., "Child Work and Education in Latin America", in Salazar et Glasinovich, 1998.
- <sup>41</sup> Salazar, M. C. et W. A. Glasinovich (eds.), *Child Work and Education: Five case studies from Latin America*, Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, Florence, et Ashgate Publishing Ltd., Aldershot, 1998.
- <sup>42</sup> Sattaur, O., *Child Labour in Nepal*, Anti-Slavery International/Child Workers In Nepal, Londres, 1993.
- <sup>43</sup> Save the Children, *Kids for Hire: A child's right to protection from commercial sexual exploitation*, Save the Children, Londres, 1996.
- <sup>44</sup> Shamin, I., N. Mirza et S. Mahmud, *Child domestic work in Dhaka: A Study of the Exploitative Situation*, Save the Children Fund Australie et Dacca et Anti-Slavery International, Londres, 1995.
- <sup>45</sup> Smout, T., "Improving the situation of child domestic workers: ILO-supported initiatives", IPEC/OIT, Genève, pour le Séminaire international sur les travailleurs domestiques, Louvain, avril 1997, OIT, 1997.
- <sup>46</sup> Sobhan, S., "Domestic Workers: Less Exploited Child Labour?", *Human Rights Forum* 5(2), 1996, cité in Child Workers in Asia et Save the Children, 1997.
- <sup>47</sup> Society for the Protection of the Rights of the Child, *SPARC Newsletter*, n° 8, septembre 1996.
- <sup>48</sup> UNESCO, *The Changing Family in Asia*, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok, 1992.
- <sup>49</sup> UNICEF, *La Situation des Enfants dans le Monde 1997*, UNICEF, Genève, 1997.
- <sup>50</sup> Veil, L., Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, "Problématique du travail et du trafic des enfants domestiques en Afrique de l'Ouest et du Centre", étude préparée en vue de l'Atelier sous-régional sur le trafic des enfants domestiques, en particulier les filles domestiques dans la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, Cotonou, 6-8 juillet 1998.

- <sup>51</sup> OMS, *La Santé de l'enfant au travail : risques particuliers*, OMS, Genève, 1987, cité in Bequele et Myers, 1995.

## Références générales

- <sup>52</sup> Anti-Slavery International, "Extreme forms of child labour: defining 'slavery' and 'slavery-like' in the new convention", rapport non publié, ASI, Londres, 1998.
- <sup>53</sup> Barthole, M., "Newsflash 98/12 (August 1998)", UNICEF, New York, 1998.
- <sup>54</sup> Berrada, R., UNICEF, Rabat (Maroc), courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 29 décembre 1998.
- <sup>55</sup> Black, M., *Children and Families of Ethnic Minorities, Immigrants and Indigenous Peoples*, rapport succinct du Innocenti Global Seminar, Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, Florence, 1997.
- <sup>56</sup> Blanchet, T. et A. Zaman, "Child Domestic Servants", projet de rapport, Child Study Series, Radda Barnen, Dacca, 1994.
- <sup>57</sup> Cantwell, N., *Repartir de zéro - Défense et protection des droits de l'enfant au Rwanda après le génocide, juillet 1994 - décembre 1996*, Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, Florence, 1997.
- <sup>58</sup> Chaney, E. M., Confederation of Latin American and Caribbean Household Workers, communication personnelle avec les auteurs, novembre 1998.
- <sup>59</sup> Devos, J., National Domestic Workers' Movement (Inde), table ronde lors de la consultation régionale asiatique sur les enfants employés de maison, organisée avec l'appui du Programme IPEC de l'OIT, Manille, 19-23 novembre 1997; et courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 22 janvier 1999.
- <sup>60</sup> Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde (ESAM)/Anti-Slavery International, "Étude sur la situation des 'enfants placés' au Bénin", rapport non publié, Cotonou, 1998.
- <sup>61</sup> Goonesekere, S., "Hazardous work and children: A perspective from Sri Lanka", étude non publiée effectuée pour l'OIT, 1989, citée in Bequele et Myers, 1995.
- <sup>62</sup> Leach, V. et C. McClain, UNICEF, Pretoria, South Africa, courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, janvier 1999.
- <sup>63</sup> Lhalungpa, S., UNICEF, Dacca, Bangladesh, courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 24 novembre 1998.
- <sup>64</sup> Lhalungpa, S. et R. Noble, courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 4 février 1999, citant les conclusions de l'étude du Bureau de l'UNICEF au Bangladesh, à paraître, intitulée "Prevailing opinions and attitudes to child domestics in urban middle class families".
- <sup>65</sup> Mwiti, S., UNICEF, Nairobi, Kenya, courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 21 janvier 1999.
- <sup>66</sup> Myrstad, G., OIT/IPEC, courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 4 décembre 1998.
- <sup>67</sup> Gouvernement de la Norvège, Ministère des affaires étrangères, Conférence d'Oslo sur le travail des enfants : Programme d'action adopté lors de la Conférence organisée à Oslo du 27 au 30 octobre 1997.
- <sup>68</sup> Pieters, L., UNICEF, Kigali (Rwanda), courrier électronique adressé au Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, 5 janvier 1999.
- <sup>69</sup> Gouvernement des Philippines, Office national de la statistique, 1995 *Labour Force Survey*, cité dans Camacho, 1997.
- <sup>70</sup> Salter, W., "Child Labour in Domestic Service", article de recherche non publié sur les enfants employés de maison, préparé pour l'OIT, 1993, cité dans UNICEF, 1997.
- <sup>71</sup> Sham Poo, K., Siège de l'UNICEF, Administrative Instructions, "Employment of Young People as Household Servants", CF/AI/1997-006, 13 octobre 1997.
- <sup>72</sup> Stalker, P., "Refugees and migration: the impact of emigration", à l'adresse Internet [http://www.oneworld.org/guides/migration/stalker\\_emigration.html](http://www.oneworld.org/guides/migration/stalker_emigration.html), décembre 1998.
- <sup>73</sup> TABAK Philippines, "A Quest for a Fairytale: Mamanwa Child Domestic's Experiences", rapport non publié, préparé pour Anti-Slavery International, 1995.
- <sup>74</sup> UNICEF, *Le Progrès des Nations*, UNICEF, Genève, 1998.
- <sup>75</sup> Conseil économique et social des Nations Unies, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, "Compte rendu analytique de la première séance : Paraguay", 30 avril 1996, Doc. ONU E/C.12/1996/SR.1, paragraphe 34.
- <sup>76</sup> Conseil économique et social des Nations Unies, Commission des droits de l'homme, "Rapport du Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, ses causes et ses conséquences, Mme Radhika Coomaraswamy", E/CN.4/1997/47, 12 février 1997.
- <sup>77</sup> Conseil économique et social des Nations Unies, Commission des droits de l'homme, "Services consultatifs dans le domaine des droits, de l'homme, situation des droits de l'homme en Haïti : rapport par M. Adama Dieng, expert indépendant", E/CN.4/1996/94, 24 janvier 1996.
- <sup>78</sup> Conseil économique et social des Nations Unies, Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, "Rapport du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage", E/CN.4/Sub.2/1996/24, 19 juillet 1996.
- <sup>79</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Summary record of the 96th meeting, General discussion on Protection of the child against economic exploitation", CRC/C/SR.96, 7 octobre 1996, résumé de la déclaration de Mme Crovara, du Bureau international catholique de l'enfance, paragraphe 9 (en anglais seulement).
- <sup>80</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Compte rendu analytique de la 422ème séance : Togo", CRC/C/SR.422, 14 octobre 1997.
- <sup>81</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Summary Record of the 230th meeting: Sri Lanka", CRC/C/SR.230, 14 juin 1995 (en anglais seulement).
- <sup>82</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Observations finales du Comité des droits de l'enfant : Sri Lanka", CRC/C/15/Add.40, 21 juin 1995, paragraphe 41.
- <sup>83</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Observations finales du Comité des droits de l'enfant : France", CRC/C/15/Add.20, 25 avril 1994, paragraphe 27.
- <sup>84</sup> Secrétariat de l'ONU, Comité des droits de l'enfant, "Observations finales du Comité des droits de l'enfant : Bangladesh", CRC/C/15/Add.74, 18 juin 1997, paragraphe 24.
- <sup>85</sup> Département d'État des États-Unis d'Amérique, "Benin Country Report on Human Rights Practices for 1996", Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, 30 janvier 1997, à l'adresse Internet <http://www.usis.usemb.se/human/human96/benin.htm>, décembre 1998.
- <sup>86</sup> Weiner, M., *The Child and the State in India: Child Labor and Education Policy in Comparative Perspective*, Princeton University Press, Princeton, 1991.
- <sup>87</sup> Woodhead, M., "Children's Perceptions of their Working Lives", projet de rapport succinct préparé pour Radda Barnen, cité in Boyden, Ling et Myers, 1998.

## Dernière minute

Le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre vient de publier le rapport de l'Atelier sous-régional organisé à Cotonou (Bénin) du 6 au 8 juillet 1998 sur le trafic des enfants domestiques, en particulier les filles domestiques dans la région d'Afrique de l'Ouest et du Centre, ainsi qu'une étude préparée pour cette réunion. Le rapport est disponible en français et en anglais à l'adresse suivante : UNICEF, Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 04 B.P. 443 Abidjan, Côte d'Ivoire, Télécopie : +225 22 76 07.

## ■ Déclaration des droits de l'enfant, 1959

**Principe 9:** L'enfant doit être protégé contre toute forme de négligence, de cruauté et d'exploitation. Il ne doit pas être soumis à la traite, sous quelque forme que ce soit.

L'enfant ne doit pas être admis à l'emploi avant d'avoir atteint un âge minimum approprié; il ne doit en aucun cas être astreint ou autorisé à prendre une occupation ou un emploi qui nuise à sa santé ou à son éducation, ou qui entrave son développement physique, mental ou moral.

## ■ Convention de l'OIT (n° 138) concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, 1973

**Article 1.** Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à poursuivre une politique nationale visant à assurer l'abolition effective du travail des enfants et à élever progressivement l'âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail à un niveau permettant aux adolescents d'atteindre le plus complet développement physique et mental.

**Article 2.** Tout Membre qui ratifie la présente convention devra spécifier (...) un âge minimum d'admission à l'emploi ou au travail (...) [qui] ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans.

**Article 7. 1.** La législation nationale pourra autoriser l'emploi à des travaux légers des personnes de treize à quinze ans ou l'exécution, par ces personnes, de tels travaux, à condition que ceux-ci:

- a) ne soient pas susceptibles de porter préjudice à leur santé ou à leur développement;
- b) ne soient pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire, à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelles approuvés par l'autorité compétente ou à leur aptitude à bénéficier de l'instruction reçue.

## ■ Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, 1989

**Article 32.** Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Ce numéro de *Innocenti Digest* a été rédigé sous la direction de Maggie Black et Jonathan Blagbrough.

Maggie Black est l'auteur de plusieurs publications sur des questions sociales internationales, publiées généralement sous l'égide de l'UNICEF, de Anti-Slavery International et d'autres grandes organisations intergouvernementales et ONG. Parmi ses ouvrages les plus récents figure *Children First: The Story of UNICEF* (Oxford University Press, 1996). Elle a aussi beaucoup publié sur des questions touchant les droits de l'enfant et le travail des enfants.

Jonathan Blagbrough est actuellement chargé de programme sur le travail des enfants auprès de Anti-Slavery International; en coopération avec des ONG et divers partenaires à l'échelon international, régional et local, il s'efforce de rassembler des informations et de faire connaître la situation des enfants domestiques et d'autres groupes d'enfants travailleurs exploités. En 1994-1995, il a effectué des recherches de terrain sur le travail des enfants employés de maison en Indonésie, et il a contribué à diverses publications sur ce sujet. Il a notamment collaboré avec Maggie Black au livre *Child Domestic Workers: A handbook for research and action* (Anti-Slavery International, 1997).

Les auteurs tiennent à remercier Neide Cassaniga pour son aide au travail de compilation des informations nécessaires. Avant de travailler pour Anti-Slavery International, Neide Cassaniga a été chercheuse au Centre de recherche sur l'enfance de l'Université de Santa Ursula (Brésil), ainsi que boursière internationale au Chapin Hall Centre for Children de l'Université de Chicago.

Le Centre remercie en outre chaleureusement Alec Fyfe, qui est actuellement conseiller de l'UNICEF sur le travail des enfants au siège de l'organisation à New York, pour les conseils qu'il a prodigués pendant les phases initiales de préparation du *Digest* et à la lecture des différentes versions préliminaires du texte. Alec Fyfe a publié quatre livres sur le travail des enfants; c'est alors qu'il travaillait pour le Comité britannique pour l'UNICEF en 1983, qu'il a commencé à étudier la question. Il a ensuite passé quatre ans et demi au BIT, à Genève, en tant que chargé de recherche sur le travail des enfants au sein de divers départements techniques, y compris le Programme IPEC. Nous remercions aussi tout particulièrement Samphe Lhalungpa, administrateur de projet dans le secteur de l'éducation, et Ruby Noble, administratrice de projet dans le domaine de la recherche et de la participation des enfants, tous deux au Bureau de pays de l'UNICEF au Bangladesh, pour les informations détaillées qu'ils ont fournies concernant la situation des enfants domestiques au Bangladesh. Samphe Lhalungpa est administrateur du programme d'éducation de base destiné aux enfants des villes difficiles à atteindre, qui opère en collaboration avec le gouvernement du Bangladesh et quelque 150 ONG partenaires, et a pour objectif de toucher 351 000 enfants qui travaillent dans les zones urbaines du Bangladesh, au moyen d'un ensemble de mesures d'éducation non scolaire. Ruby Noble est spécialiste des recherches sur l'enfance et dirige deux initiatives de recherche et d'action du Bureau de pays au Bangladesh en faveur des enfants au travail. Enfin, le Centre tient à remercier Kimberly Gamble-Payne, conseiller régional en matière de droits de l'enfant du Bureau régional de l'UNICEF à Nairobi (Kenya), pour son concours au travail de recueil de données.

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique ni les points de vue de l'UNICEF.





Le Centre international de l'UNICEF pour le développement de l'enfant, couramment appelé "Centre Innocenti", a été fondé en 1988. Son mandat est d'encourager et d'entreprendre des analyses de politiques et des recherches appliquées, et d'offrir aux professionnels de divers pays une structure où ils puissent échanger leurs expériences. Le Centre dispense également des services de formation et de perfectionnement à l'intention du personnel de l'UNICEF et d'autres institutions avec lesquelles l'UNICEF collabore. Le Centre a son siège dans les locaux du *Spedale degli Innocenti*, dessiné par Filippo Brunelleschi et conçu comme un hospice qui, dès 1445, eut pour mission d'accueillir les enfants dans le besoin.

La reproduction d'extraits de cette publication est autorisée, à condition que la source et l'UNICEF soient dûment cités.

Tout commentaire sur le contenu et la présentation du *Digest*, ainsi que toute suggestion permettant d'aider cette publication à mieux remplir sa fonction d'outil d'information, seront les bienvenus.

## NUMÉROS PRÉCÉDENTS

## innocenti digest

### ID 1: Ombudswork for Children, 1997, 20 p. (non disponible en français)

Ce premier numéro de la série des *Innocenti Digest* est consacré aux "ombudsmen" ou médiateurs pour les enfants, institution récente et en plein essor. Sont évoquées l'histoire de la médiation, les grandes lignes de l'histoire, du développement, du mandat et du statut des différents types de services de médiation, les fonctions des médiateurs sur le plan théorique et pratique, ainsi que les caractéristiques essentielles de ce type d'institution. Le *Digest* présente en conclusion des informations sur les 16 médiateurs pour l'enfance en activité, ainsi qu'une bibliographie sélective sur le sujet.

### ID 2: Children and Violence, 1997, 24 p. (non disponible en français)

Ce *Digest* aborde la question de la violence à l'égard des enfants ainsi qu'entre enfants, envisagée sous l'angle de la Convention relative aux droits de l'enfant. Les grands thèmes étudiés comprennent les sévices et l'exploitation sexuelles, la participation d'enfants aux conflits armés, la fréquence des phénomènes de violence impliquant des enfants et les raisons qui amènent les enfants à devenir violents. Le *Digest* se conclut sur une discussion des stratégies de lutte contre la violence avec la participation des enfants. La publication donne des informations sur les activités et les coordonnées des ONG régionales et internationales actives dans ce domaine, et présente une bibliographie sur le sujet.

### ID3: Juvenile Justice, 1998, 24 p. (non disponible en français)

Le troisième numéro de la série *Innocenti Digest* traite des principales questions concernant les enfants et les jeunes en conflit avec la loi et aux prises avec le système judiciaire. Il passe en revue les normes et les divers aspects du problème, de l'arrestation jusqu'à l'audience et au jugement, y compris le recours aux mesures de détention et les moyens permettant d'éviter qu'un enfant n'ait inutilement affaire au système judiciaire, avec un résultat contraire au but visé. Comme les numéros précédents, ce *Digest* contient des informations pratiques sur les principales instances concernées et énumère des sources permettant d'obtenir des informations complémentaires et plus approfondies.

### ID4: Intercountry Adoption, 1998, 24 p. (non disponible en français)

Ce numéro est consacré à l'adoption internationale, en tant que solution possible, parmi d'autres, pour les enfants qui sont dans l'impossibilité de vivre au sein de leur famille. Plusieurs textes internationaux largement reconnus précisent les conditions dans lesquelles l'adoption internationale doit se dérouler pour que les droits et l'intérêt supérieur des enfants concernés soient protégés et pleinement respectés. Malgré des efforts considérables visant à faire appliquer les normes et les procédures fixées, les pratiques actuelles violent souvent ces principes. Ce *Digest* passe en revue les abus de l'adoption internationale ainsi que les mesures nécessaires pour combattre ces violations et pour appuyer les "meilleures pratiques" dans ce domaine. Il fournit aussi des informations sur les Autorités centrales définies par la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, donne des informations sur quelques grandes organisations internationales et régionales actives dans ce secteur et propose une série d'ouvrages à ce sujet.

**Pour passer commande :** jusqu'à 25 exemplaires de ce *Digest* et des éditions précédentes, les copies sont gratuites. Pour des ordres supérieurs, les frais d'expédition sont à charge de celui qui commande ; contactez-nous pour un devis écrit.

Envoyer les requêtes à :

UNICEF - International Child Development Centre  
Piazza SS Annunziata, 12  
50122 Firenze, Italie  
Téléphone : +39 055 20330  
Télécopie : + 39 055 244 817  
Courrier électronique : [orders@unicef-icdc.it](mailto:orders@unicef-icdc.it)

Les *Digests* sont également disponibles en format électronique.  
Consultez notre page d'accueil sur le Web : [www.unicef-icdc.it](http://www.unicef-icdc.it)

Traduit de l'anglais par Dominique Leveillé  
Graphisme : Bernard Chazine  
Mise en pages : Bernard & Co. Siena/Italie  
Impression : Arti Grafiche Ticci - Siena/Italie  
ISSN : 1028-3528  
Mai 1999